

le 12 novembre 1986 entre la S.A. Cogebi, à Bruxelles, les membres de la délégation syndicale des travailleurs de cette entreprise et les organisations représentatives des travailleurs et signée par le Ministre de l'Emploi et du Travail, et à leur employeur.

Art. 2. La procédure visée à l'article 11 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail ne doit pas être suivie pour l'introduction de l'horaire mentionné à l'article 2 de la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1er.

Art. 3. § 1er. L'employeur visé à l'article 1er peut déroger à l'article 11 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

§ 2. La limite de onze heures par jour, fixée à l'article 27 de la même loi, peut être portée à douze heures maximum.

Cette limite de douze heures par jour entre également en ligne de compte pour l'application de l'article 29, § 2 de la même loi.

Art. 4. Les dérogations visées aux articles 2 et 3 ne sont accordées que pour la durée de l'expérience d'aménagement du temps de travail décrite par la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1er et cessent d'être en vigueur au plus tard le 2 mars 1987.

Art. 5. Les dérogations visées aux articles 2 et 3 ne sont accordées que pour autant que la S.A. Cogebi, à Bruxelles, respecte la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1er.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 12 novembre 1986.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

arbeidstijd, gesloten op 12 november 1986 tussen de N.V. Cogebi, te Brussel, de leden van de vakbondsafvaardiging van de werknemers van voormelde onderneming en de representatieve werknemersorganisaties en medeondertekend door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, en op hun werkgever.

Art. 2. De procedure zoals bedoeld bij artikel 11 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen moet niet worden gevolgd bij het invoeren van de uurregeling zoals vermeld in artikel 2 van de bij artikel 1 bedoelde overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd.

Art. 3. § 1. De bij artikel 1 bedoelde werkgever kan afwijken van artikel 11 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

§ 2. De grens van elf uren per dag, vastgesteld bij artikel 27 van dezelfde wet, kan op ten hoogste twaalf uren worden gebracht.

Deze grens van twaalf uren per dag komt eveneens in aanmerking voor de toepassing van artikel 29, § 2 van dezelfde wet.

Art. 4. De bij de artikelen 2 en 3 bedoelde afwijkingen worden enkel toegestaan voor de duur van het experiment tot aanpassing van de arbeidstijd, zoals omschreven door de bij artikel 1 bedoelde overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd, en houden op van kracht te zijn uiterlijk op 2 maart 1987.

Art. 5. De bij de artikelen 2 en 3 bedoelde afwijkingen worden enkel toegestaan voor zover de N.V. Cogebi, te Brussel, de bij artikel 1 bedoelde overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd respecteert.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 12 november 1986.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 87 — 656

9 FEVRIER 1987. — Arrêté de l'Exécutif pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5 § 1er, II, 4°;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 décembre 1985 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif chargé du budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3 § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vue d'assainir le secteur de l'hébergement des personnes handicapées, il y a lieu de prendre d'urgence de nouvelles dispositions relatives à l'agrément, à l'organisation et au fonctionnement des institutions ainsi qu'aux modalités de subvention des frais inhérents à la prise en charge des bénéficiaires, afin de donner aux institutions les moyens de faire face aux difficultés financières qui mettent leur gestion en péril;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme et vu la délibération de l'Exécutif du 15 janvier 1987,

Arrêtons :

TITRE PREMIER. — Généralités

Article 1er. § 1er. Le présent arrêté fixe les conditions auxquelles doivent répondre les institutions de la Communauté française destinées à accueillir des personnes handicapées placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés pour être agréées, les règles d'organisation et de fonctionnement de ces institutions, ainsi que les modalités de prise en charge des frais d'hébergement, d'entretien, de traitement et d'éducation des bénéficiaires dudit Fonds.

§ 2. Le terme « bénéficiaire » s'entend de toute personne handicapée pour laquelle la Communauté française intervient en application de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

§ 3. Il y a lieu d'entendre par le terme « institution » au sens du présent arrêté, toute entité agréée par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour accueillir des personnes handicapées, à savoir tout internat, home, semi-internat, centre de jour et service de placement familial.

§ 4. Par Ministre, il faut entendre, au sens du présent arrêté, le Ministre qui a la politique des handicapés dans ses attributions.

§ 5. Par Fonds, il faut entendre le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées.

TITRE II. — Conditions et procédure d'agrément des institutions

CHAPITRE Ier. — Conditions d'agrément

Art. 2. Pour être agréée, l'institution doit répondre aux normes en vigueur et disposer de personnel en nombre suffisant.

CHAPITRE II. — Procédure

Section première. — Demande d'agrément

Art. 3. La demande d'agrément des institutions visées à l'article 3, § 1er de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, est adressée au Ministre par la personne ou le pouvoir organisateur qui gère ou se propose de gérer l'institution.

Art. 4. La demande est accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1° un plan de l'établissement indiquant pour ses différents niveaux les voies de communication internes, la destination des locaux ainsi que le nombre de lits par chambre;
- 2° une note indiquant la ou les catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes que l'on se propose d'y recevoir ainsi que leur nombre, leur sexe et leur âge;
- 3° le nom du responsable de l'institution, ainsi qu'une copie certifiée conforme de ses diplômes et un certificat récent de bonnes vie et mœurs;
- 4° un rapport d'un service qualifié aux termes de l'arrêté royal du 8 novembre 1967, portant en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie, attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies;
- 5° un projet médico-socio-pédagogique qui doit être adapté aux besoins des personnes handicapées accueillies. Ce projet doit être évalué et actualisé périodiquement;
- 6° une copie des statuts parus au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre instruit la demande et transmet le dossier pour avis à la Commission de programmation et de consultation instituée conformément à l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif du 22 décembre 1983.

Cette Commission remet son avis dans les deux mois de la réception du dossier.

Art. 6. La décision du Ministre est notifiée au demandeur. En cas de refus d'agrément, la décision est motivée.

Art. 7. L'agrément est accordé pour une période déterminée. Il peut être renouvelé pour une durée égale ou inférieure.

A la demande de l'institution, il est automatiquement renouvelé, sauf si l'une des conditions d'agrément n'est plus respectée. Une mise en demeure, par pli recommandé, adressée au pouvoir organisateur de l'institution, indique les points litigieux.

La demande de renouvellement doit être introduite au moins six mois avant l'expiration de la période précédente.

L'institution reste agréée provisoirement jusqu'à ce qu'il soit statué sur cette demande.

Section II. — Retrait d'agrément

Art. 8. L'agrément de l'institution peut être retiré si l'une des conditions fixées pour son agrément n'est plus observée.

Art. 9. La décision ministérielle de retrait de l'agrément est motivée et notifiée par lettre recommandée à la personne ou au pouvoir organisateur qui gère l'institution.

Dans les trente jours de la notification, l'intéressé peut introduire, par lettre recommandée, un recours auprès du Ministre.

Ce recours est motivé et accompagné de tous les documents justificatifs.

Art. 10. Le dossier complet est transmis par le Ministre à la Commission de programmation et de consultation pour les personnes handicapées.

Le requérant peut, dans le délai fixé par la Commission, consulter le dossier.

A sa demande, il est entendu au jour et heure fixés par lettre recommandée adressée à l'intéressé.

Il peut se faire assister par une personne de son choix. La Commission remet son avis dans les deux mois de la transmission du dossier.

Art. 11. Suite à l'avis de la Commission, le Ministre statue sur le recours. La décision est motivée et notifiée au requérant par lettre recommandée.

TITRE III. — Programmation

Art. 12. Les institutions susvisées ne sont agréées et les subsides pour la construction, la transformation et l'équipement de ces institutions ne sont accordés qu'à la condition que la demande ou le projet s'insère dans le cadre d'un programme d'institutions pour handicapés dont le chiffre-programme relatif au nombre de lits et places est fixé à 3,1 pour mille habitants.

Dans ce chiffre, sont inclus les lits et places des institutions visées à l'article 1er. Ne sont pas inclus, les besoins en lits pour handicapés mentaux sévères et profonds majeurs qui, provisoirement, peuvent être estimés à 0,3 pour mille habitants.

Art. 13. Pour l'établissement du programme, il sera tenu compte à la fois des lits et places existants, des besoins spécifiques des zones à desservir de manière à assurer la prise en charge des différentes catégories de handicapés.

Par zone à desservir, on entend un ensemble géographique que la Communauté française peut être amenée à définir selon des critères établis par elle.

Art. 14. § 1er. La Commission de Programmation et de Consultation est composée de :

- a) 5 représentants des pouvoirs organisateurs des institutions pour handicapés;
- b) 5 représentants des organisations représentatives des personnes travaillant dans les institutions visées à l'article 3, § 1er de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;
- c) 5 représentants des handicapés ou des associations de handicapés;
- d) 3 membres de l'Administration qui a la gestion du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;
- e) 3 membres de l'Administration qui a l'inspection médicale des institutions visées à l'article 3, § 1er de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

Les membres, visés aux alinéas a, b, c, ci-dessus, sont nommés par le Ministre sur une liste double présentée par les associations, les organisations représentatives, les fédérations et les groupes concernés, pour un terme de quatre ans renouvelable.

Si en cours de mandat, un membre désigné aux alinéas a, b, c vient à perdre la qualité de mandataire de l'organisation qui l'a présenté, il est procédé à son remplacement selon le même mode de désignation à la demande de cette organisation. Le membre nommé en remplacement d'un autre, achève le mandat de son prédécesseur.

Les membres visés aux alinéas d et e sont désignés par l'Exécutif qui peut procéder à leur remplacement en tout temps.

§ 2. Peuvent assister de plein droit, avec voix consultative aux réunions de la Commission :

- a) 1 représentant du Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions;
- b) 1 représentant du Ministre qui a l'enseignement spécial dans ses attributions;
- c) 1 représentant du Ministre qui a l'infrastructure hospitalière et médico-sociale dans ses attributions;
- d) 1 représentant du Fonds national de Reclassement social des Handicapés;
- e) le président du Conseil communautaire consultatif des personnes handicapées;
- f) 1 représentant des pouvoirs publics provinciaux.

Art. 15. Le président, les deux vice-présidents, le secrétaire et le secrétaire adjoint de la Commission sont nommés par le Ministre parmi les membres cités à l'article 14. § 1er.

Ces personnes constituent le Bureau de la Commission.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 16. La Commission de Programmation et de Consultation a pour mission :

- 1° de proposer au Ministre le programme visé à l'article 12 du présent arrêté;
- 2° d'apprécier si l'agrément et l'octroi d'accords de principe à la construction, la transformation ou l'équipement de nouvelles institutions pour handicapés prévus à l'article 3, § 1er de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 établissant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, s'insèrent dans le cadre du programme d'institution pour handicapés prévu à l'article 12 du présent arrêté;
- 3° de donner au Ministre un avis sur tous les éléments relatifs à l'hébergement et aux services et notamment sur :

- le taux d'occupation des institutions et son évolution;
- l'autorisation, le retrait ou la modification d'agrément;
- les modalités de transfert et de réaffectation du personnel des institutions;
- l'organisation des équipes médico-socio-pédagogiques et des services de placement familial;
- 4° de donner au Ministre un avis relatif aux plaintes concernant le fonctionnement des institutions et les préjudices éventuellement subis par les personnes handicapées;
- 5° de donner au Ministre, tout avis sur les besoins existants en matière d'aide aux personnes handicapées et sur les moyens de les rencontrer.

TITRE IV. — Demande d'intervention du Fonds

CHAPITRE 1er. — Modalités d'introduction des demandes

Art. 17. La demande visée à l'article 4 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 doit être introduite auprès du Gouverneur de Province du domicile de la personne handicapée avant le placement et/ou la prise en charge de l'intéressé.

L'acquiescement à une demande introduite après le placement et/ou la prise en charge de l'intéressé ne peut produire au plus tôt d'effet, qu'à dater du dixième jour précédant l'introduction de la demande.

Art. 18. La demande est introduite par la personne handicapée, par son représentant légal ou par la personne qui a la garde de la personne handicapée, par une personne spécialement mandatée par les parents ou la personne qui a la garde effective du handicapé, ou par le président du Centre public d'aide sociale ou par le juge de la jeunesse.

Art. 19. La demande mentionne :

- 1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance, état civil, domicile et la nationalité de la personne handicapée au profit de qui l'intervention du Fonds est demandée;
 - 2° les nom, prénoms et adresse du demandeur;
 - 3° l'objet précis de la demande;
 - 4° pour les personnes handicapées qui bénéficient d'allocations familiales, le nom et l'adresse de l'organisme qui en effectue le paiement;
 - 5° la nature et le montant des ressources et des charges familiales des personnes handicapées.
- La demande est signée par le demandeur.

Art. 20. Le placement des personnes handicapées s'effectue sur base d'un rapport délivré par un centre spécialisé agréé par le Ministre conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif du 10 mai 1984 portant agrément des services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées fixant les critères auxquels doit répondre ledit rapport.

Le rapport doit déterminer de manière précise le type et le niveau du handicap, démontrer le caractère indispensable du placement et établir avec précision les justifications des interventions en s'inspirant de l'intérêt de la personne handicapée.

Ce rapport doit être réévalué périodiquement.

Au cas où le rapport ne concluerait pas à la nécessité du placement, les centres orientent le demandeur vers un service d'accompagnement.

L'Exécutif fixe les critères auxquels doivent satisfaire lesdits services.

Art. 21. Toute modification de la nature ou de la gravité du handicap entraînant un changement dans le type d'intervention sera soumise à la procédure d'approbation et de contrôle prévue à l'article 20.

Art. 22. La demande est recevable pour autant qu'elle soit accompagnée de tous les renseignements et documents justificatifs nécessaires à son instruction.

CHAPITRE II. — Procédure de recours contre l'arrêté du gouverneur de province

Art. 23. Le recours visé à l'article 7 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, mentionne :

1° les nom, prénoms et domicile de la personne au profit de qui l'intervention du Fonds a été sollicitée;

2° les nom, prénoms, qualité et domicile du requérant;

3° la date de l'arrêté du gouverneur;

4° les motifs invoqués à l'appui de la requête.

Le recours porte la signature du requérant.

Art. 24. Le Ministre transmet le dossier complet à la Commission consultative visée à l'article 10 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967. Le requérant peut, dans le délai fixé par la Commission, consulter le dossier et introduire un mémoire justificatif.

Il est entendu par la Commission s'il en fait la demande et peut se faire assister par une personne de son choix.

La Commission fixe les jour et heure de l'audition et en informe l'intéressé par une lettre recommandée à la poste.

CHAPITRE III. — Modalités de révision de l'arrêté du gouverneur de province en cas de modification de la situation de la personne handicapée

Art. 25. La demande de révision visée à l'article 6 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, est introduite dans le délai de six mois à compter de la date à laquelle la situation de la personne handicapée s'est modifiée.

La révision a effet à partir de cette date. Si la demande est introduite après le délai précité, la révision produit effet au plus tôt à partir du premier jour du troisième mois précédant la date de l'introduction de la demande.

Art. 26. La demande est adressée, par pli recommandé à la poste, au gouverneur de la province du domicile légal de la personne handicapée. Le gouverneur se fait transmettre le dossier complet, si l'arrêté donnant à révision a été pris par le gouverneur d'une autre province.

Art. 27. La demande est faite par la personne handicapée, par son représentant légal ou par la personne qui a la garde de la personne handicapée, par une personne spécialement mandatée par les parents ou la personne qui a la garde effective du handicapé, par le directeur de l'institution qui l'héberge ou par le Président du Centre public d'aide sociale ou par le juge de la jeunesse.

Art. 28. La demande en révision mentionne :

1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance, état civil et domicile de la personne handicapée au profit de laquelle l'intervention du Fonds a été sollicitée;

2° les nom, prénoms, qualité et adresse du demandeur;

3° l'objet précis de la demande de révision.

Elle doit être signée par le demandeur.

Art. 29. La demande en révision est accompagnée des documents justificatifs nécessaires à son instruction.

Art. 30. Les dispositions de l'article 20 du présent arrêté sont applicables à la demande en révision.

Art. 31. Les décisions de révision sont soumises aux dispositions des articles 5 et 7 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967.

TITRE V. — Modalités d'intervention du Fonds

CHAPITRE Ier. — Généralités

Art. 32. Les frais de logement, d'entretien, de traitement et d'éducation des handicapés visés à l'article 3, § 1er de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 précité, sont pris en charge par le Fonds selon les modalités ci-après.

Art. 33. Pour les prestations effectuées en faveur des bénéficiaires du Fonds qu'elles accueillent, il est accordé aux institutions :

- des subventions forfaitaires;
- le remboursement de divers frais réels.

CHAPITRE II. — Des subventions forfaitaires

Section première. — Institutions autres que les services de placement familial

Art. 34. Les institutions agréées autres que les services de placement familial bénéficient d'une subvention forfaitaire annuelle et d'une subvention forfaitaire journalière.

Sous-section première : De la subvention forfaitaire annuelle

Art. 35. Le nombre de bénéficiaires du Fonds à prendre en considération pour le calcul de la subvention forfaitaire annuelle attribuée à l'institution est fixé par le Ministre en fonction de l'occupation moyenne de l'année civile antérieure.

Par occupation moyenne il faut entendre le total des journées de prises en charge effectives par l'institution pendant l'année de référence divisé par 365.

Lorsqu'un bénéficiaire quitte l'institution au cours de l'année civile antérieure et continue néanmoins à bénéficier de l'accompagnement de l'institution, les journées restant à courir jusqu'à la fin de ladite année peuvent être comptabilisées mais non les journées de la personne qui occuperait éventuellement la place laissée libre par le départ de l'intéressé.

Art. 36. § 1er. La subvention forfaitaire annuelle comprend :

- une subvention de fonctionnement;
- une subvention pour frais de personnel éducatif.

§ 2. La subvention de fonctionnement est destinée à couvrir les frais de fonctionnement, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont l'institution est propriétaire, d'amortissement de mobilier et du matériel médical et non médical ainsi que les frais de personnel de direction, administratif, social et ouvrier.

Elle varie en fonction du régime de l'institution et du nombre de bénéficiaires intervenant pour le calcul de la subvention.

Elle s'élève à :

- 200 000 francs pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;
- 175 000 francs pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60 ;
- 130 000 francs pour les semi-internats et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;
- 110 000 francs pour les semi-internats et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60.

A défaut d'une convention sectorielle portant sur les normes de personnel non éducatif conclue dans les trois mois qui suivent la parution du présent arrêté, le Ministre fixe les normes minimales dudit personnel, dans les limites de la subvention forfaitaire prévue au présent alinéa, en fonction des normes minimales reprises à l'annexe VII.

§ 3. La subvention pour frais de personnel éducatif est, compte tenu d'une rémunération annuelle moyenne, fixée comme suit :

- psychologues, paramédicaux et personnel spécial : 688 383 francs;
- éducateurs classes I et II A et chefs éducateurs : 580 000 francs;
- éducateurs classes II B et III et puéricultrices et assimilés : 482 685 francs;
- chefs de groupe : 678 043 francs.

Ces montants sont augmentés des charges patronales et des charges complémentaires fixées forfaitairement à 50 pourcent des rémunérations annuelles moyennes sauf pour le personnel des institutions dépendant des pouvoirs publics décentralisés pour lequel les charges patronales sont fixées proportionnellement aux charges réellement acquittées.

La subvention pour frais de personnel éducatif est calculée sur base des coefficients d'encadrement établis en fonction de la catégorie du handicap et du régime de l'institution à l'annexe II du présent arrêté.

Elle se répartit de la manière suivante :

- 100 % du coefficient pour les semi-internats pour mineurs non scolarisables;
- 85 % du coefficient pour les centres de jour;
- 76 % du coefficient pour les homes pour non travailleurs adultes, c'est-à-dire les homes occupationnels et nursing;
- 74 % pour les internats et pour les homes pour adultes travailleurs;
- 70 % du coefficient pour les semi-internats pour mineurs scolarisables et pour les semi-internats pour mineurs scolarisables et non scolarisables.

§ 4. La subvention forfaitaire annuelle constitue l'enveloppe de l'institution. Cette enveloppe est liquidée anticipativement à concurrence d'un douzième par mois.

Sous-section II : De la subvention forfaitaire journalière

Art. 37. § 1er. Une subvention forfaitaire journalière destinée à couvrir les frais personnalisables est accordée à l'institution par journée de présence des bénéficiaires. Elle est liquidée sur base de relevés trimestriels.

Elle est fixée comme suit :

- institutions assurant un régime d'internat :

RUBRIQUES	BENEFICIAIRES			
	de 0 à 3 ans	de 3 à 12 ans	de 12 ans et plus	de + de 12 ans travailleurs
Alimentation				
— établissements de moins de 30 lits	115,31	115,31	142,76	163,35
— établissements de 30 lits et plus	101,58	101,58	129,03	149,62
Habillement	13,73	35,69	43,93	43,93
Blanchissage	19,22	19,22	19,22	19,22
Réparation de chaussures	—	1,37	1,37	1,37
Frais pharmaceutiques courants	1,37	1,37	1,37	1,37
Objets de toilette et coiffeur	5,49	5,49	5,49	5,49
Activités éducatives	2,75	13,73	19,22	19,22
Culte ou morale laïque	—	2,75	2,75	2,75
Divers	16,47	16,47	16,47	16,47
Totaux :				
— établissements de moins de 30 lits agréés	174,34	211,40	252,58	273,17
— établissements de 30 lits et plus agréés	160,61	197,67	238,85	259,44

— institutions assurant un régime de semi-internat :

	Handicapés âgés de					
	0 à 3 ans		3 à 12 ans		12 ans et plus	
	scol.	non scol.	scol.	non scol.	scol.	non scol.
Alimentation F						
Etablissements de moins de 30 places	109,82	109,82	112,56	112,56	120,80	120,80
Etablissements de 30 places et plus	98,83	98,83	101,58	101,58	109,82	109,82
Blanchissage	4,12	4,12	3,43	3,43	3,43	3,43
Frais pharmaceutiques courants	1,37	1,37	1,37	1,37	1,37	1,37
Activités éducatives	1,37	2,75	5,49	10,98	8,92	17,85
Etablissements de moins de 30 places	116,88	118,06	122,85	128,34	134,52	143,45
Etablissements de 30 places et plus	105,69	107,07	111,87	117,36	123,54	132,47

§ 2. Le montant de la part contributive visée à l'arrêté de l'Exécutif du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de Soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française est déduit du prix journalier forfaitaire dont question au § 1er. Ce montant est retenu en fonction des journées de présence mentionnées sur les relevés trimestriels.

§ 3. Lorsque le total des subventions forfaitaires journalières afférentes aux frais personnalisables est inférieur au total des parts contributives des handicapés placés dans l'institution, une récupération du trop-perçu est réalisée.

Section II. — Services de placement familial

Art. 38. § 1er. Les services de placement familial agréés par le Fonds peuvent obtenir, par jour et par bénéficiaire, le prix de journée à payer aux familles d'accueil, ainsi qu'une subvention pour frais de fonctionnement et une subvention pour frais de personnel.

§ 2. Le prix de journée à payer effectivement aux familles d'accueil est fixé, par bénéficiaire comme suit :

- 376,12 francs par bénéficiaire âgé de moins de trois ans;
- 400,83 francs par bénéficiaire âgé de trois ans à moins de douze ans;
- 428,28 francs par bénéficiaire âgé de douze ans et plus.

Les subventions journalières sont majorées de :

- 123,54 francs par handicapé mental profond, par handicapé atteint de troubles moteurs du groupe B ou de troubles caractériels graves;
- 96,09 francs par handicapé mental modéré, par handicapé atteint de troubles caractériels légers ou de troubles moteurs du groupe A ou de troubles graves de la vue;
- 68,64 francs par handicapé mental léger ou atteint de troubles graves de l'ouïe ou de la parole.

Le groupe A des handicapés moteurs comprend les handicapés atteints de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres.

Le groupe B des handicapés moteurs comprend les handicapés atteints de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida et myopathie.

La demande de majoration est adressée au Fonds et doit être accompagnée de tous documents justificatifs.

§ 3. Les frais de fonctionnement du service donnent lieu à une subvention journalière forfaitaire de 96,09 francs par bénéficiaire, comprenant notamment tout frais de route et de séjour du personnel.

§ 4. Les frais de personnel comprennent les rémunérations calculées suivant les dispositions de l'annexe III du présent arrêté fixant le mode de subvention des services de placement familial.

CHAPITRE III. — Remboursement de divers frais réels

Section première. — Prestations de santé en régime d'internat et placement familial

Art. 39. Le coût des spécialités pharmaceutiques nécessaires pour un traitement spécial prolongé peut être remboursé en sus du prix journalier forfaitaire sur autorisation du Fonds, suivant le taux de base fixé par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, déduction faite du remboursement à charge de l'organisme assureur.

Art. 40. § 1er. Sauf en cas d'urgence, les examens spéciaux, les séjours dans un établissement de soins et les interventions chirurgicales et l'utilisation du matériel d'ostéosynthèse sont soumis à autorisation préalable du Fonds. Ces frais sont remboursés par le Fonds à concurrence :

- a) du prix journalier forfaitaire déterminé en application de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur;
- b) du prix figurant aux tarifs de base déterminé par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur.

§ 2. Dans les cas exceptionnels, les prestations de réadaptation fonctionnelle peuvent être exécutées en faveur d'un bénéficiaire du Fonds, soit par des centres de réadaptation fonctionnelle, soit par un personnel médical ou paramédical visés par la loi du 16 avril 1963 relative au Fonds national de reclassement social des handicapés. Elles sont soumises à l'autorisation préalable du Fonds précité.

Le coût de ces prestations est remboursé par le Fonds aux conditions et à concurrence du prix fixé par le Fonds national de reclassement social des handicapés.

Art. 41. § 1er. Le Fonds peut rembourser les prothèses orthopédiques et acoustiques et les chaises roulantes sur avis favorable du service des prothèses.

Le coût des réparations peut être pris en charge par le Fonds sur production de la facture.

§ 2. Les prothèses dentaires, lunettes et autres prothèses de l'oeil peuvent être remboursées par le Fonds sur avis favorable de l'Inspection générale de la médecine curative. Le coût des réparations peut également être pris en charge au prix établi par facture.

§ 3. Le coût des soins dentaires tant conservateurs que réparateurs peut être remboursé par le Fonds au prix qui sert de base au remboursement des prestations de santé donnant lieu à l'intervention de l'assurance maladie-invalidité.

Section II. — Frais de déplacement en régime d'internat

Art. 42. § 1er. Le Fonds rembourse les frais de déplacement de ses bénéficiaires et des personnes qui les accompagnent, s'ils ne peuvent se déplacer seuls, lorsqu'ils doivent être transférés dans un autre établissement ou home ou recevoir des soins de santé en dehors de l'institution.

Le remboursement s'effectue à concurrence des dépenses réelles et sur présentation d'une déclaration certifiée sincère et exacte, dûment datée et signée par le demandeur.

§ 2. En cas d'utilisation d'un véhicule automobile par la personne handicapée pour le déplacement visé au § 1er et éventuellement la personne qui l'accompagne, le Fonds rembourse les frais de transport sur base d'une puissance fiscale de la voiture limitée à 11 CV et au taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Section III — Frais de transport en régime de semi-internat

Art. 43. Des indemnités pour le transport des bénéficiaires du Fonds placés en régime de semi-internat sont accordées aux institutions selon les modalités ci-après :

1° Pour autant que les institutions organisent un ramassage collectif, les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires placés en centre de jour, pour se rendre de leur résidence à l'institution et inversement sont pris en considération à concurrence de 102 F maximum par jour d'entretien du Fonds;

2° Les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires placés en semi-internat pour mineurs non scolarisables sont pris en considération à concurrence des dépenses réellement effectuées;

3° Les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires placés en semi-internat pour mineurs scolarisables et en semi-internat pour mineurs scolarisables et non scolarisables, afin de se rendre de leur résidence à l'institution et inversement sont pris en considération à concurrence de 163,2 F maximum par jour de ramassage collectif organisé par l'institution.

Pour les handicapés scolarisés, l'octroi d'une indemnité pour frais de transport est limité aux journées passées à l'institution durant les congés et les vacances scolaires;

4° Dans tous les cas, l'octroi des indemnités pour frais de transport se fait sur production des pièces justificatives;

5° Le choix du mode de transport et les conditions dans lesquelles celui-ci s'effectue incombent au responsables de l'institution, sans préjudice du respect des dispositions générales relatives au transport de personnes; La durée du transport ne peut dépasser une heure, tant à l'aller qu'au retour.

6° Le Ministre fixe les modalités de la procédure à suivre pour l'obtention de ces indemnités.

Section IV. — Frais supplémentaires résultant de séjours de vacances en régime d'internat

Art. 44. Les institutions agréées fonctionnant en régime d'internat peuvent organiser en dehors de leurs propres installations et sous leur responsabilité, des séjours de vacances pour les bénéficiaires du Fonds. Le programme de ces vacances est communiqué au Fonds au plus tard un mois avant le début de celles-ci.

Art. 45. La subvention forfaitaire journalière accordée à l'institution est majorée du montant des frais supplémentaires dûment prouvés, résultant de séjours de vacances jusqu'à un maximum de 274,54 F pour jour et par personne et de trente jours par an.

Les trente jours de vacances peuvent être scindés en trois périodes dont l'une se situe au cours des mois de juillet et août.

Les frais de transport qui peuvent être pris en considération à l'occasion de vacances sont limités à ceux résultant des déplacements effectués sur le territoire national.

TITRE VI. — Contrôle

Art. 46. § 1er. Les institutions agréées en exécution du titre II du présent arrêté tiennent une comptabilité selon le modèle repris à l'annexe VI.

§ 2. Le bilan de départ de chaque institution est soumis au Ministre dans les six mois de la publication au *Moniteur belge* de l'extrait de leur arrêté d'agrément.

§ 3. Les comptes et bilans sont transmis annuellement au Ministre ainsi que les rapports des réviseurs d'entreprises ou des commissaires aux comptes dûment mandatés.

§ 4. Les titres requis des membres du personnel, en fonction des qualifications reprises à l'annexe IV, doivent être communiqués à l'Administration.

Art. 47. Les services de l'inspection ont pour mission de vérifier le respect des normes d'agrément, de fonctionnement et de personnel en fonction des qualifications reprises à l'annexe IV. Ils contrôlent les méthodes de travail et la qualité des services et prestations de tous ordres. Ils s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions accordées par les pouvoirs publics et vérifient les comptes et livres.

Périodiquement, les services de l'inspection procèdent à l'évaluation des projets médico-socio-pédagogiques de chaque institution.

Toute entrave mise à l'exécution des missions des services d'inspection peut entraîner le retrait de l'agrément.

TITRE VII. — Dispositions communes

Art. 48. Le total des subventions résultant des dispositions du présent arrêté est réduit en raison de subventions versées à l'institution par des pouvoirs publics ou par des œuvres que ces pouvoirs subventionnent.

Il n'est tenu compte des dites subventions que dans la mesure où elles sont allouées pour couvrir les dépenses considérées pour la détermination de l'enveloppe.

Art. 49. Le Ministre procède à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées en vertu du présent arrêté sur base de déclarations inexactes ou non justifiées des institutions.

Art. 50. Les montants fixés au présent arrêté sont rattachés à l'indice de référence 114, 20 des prix à la consommation.

Ils sont calculés sur base de l'indice-pivot 274,39 (rang 51) des prix à la consommation correspondant à 274,54 p.c. d'augmentation.

L'Exécutif décide des adaptations à appliquer pour les années ultérieures.

Les échelles de traitement et les diverses allocations reprises aux annexes du présent arrêté sont des montants à 100 p.c.

TITRE VIII. — Dispositions abrogatoires

Art. 51. Sont abrogés :

1° L'arrêté ministériel du 18 août 1976 déterminant le nombre de jours d'absence de certains bénéficiaires du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

2° L'arrêté royal du 11 juillet 1980 déterminant un programme de subventionnement et d'agrégation d'institutions pour handicapés pour la Communauté française;

3° L'arrêté de l'Exécutif du 22 décembre 1983 déterminant les règles pour l'agrément, l'organisation et le fonctionnement des institutions destinées à accueillir des personnes handicapées placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, ainsi que pour la subsidiation des frais d'hébergement, d'entretien, d'éducation et de traitement des bénéficiaires dudit Fonds modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 10 septembre 1985 et du 25 juin 1986, à l'exception de l'article 10.

4° L'arrêté de l'Exécutif du 10 septembre 1985 fixant les modalités d'octroi d'indemnités pour le transport de personnes bénéficiaires placées en régime de semi-internat à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées.

TITRE IX. — Dispositions transitoires**Chapitre 1^{er}. — De la capacité agréée**

Art. 52. Le Ministre détermine la capacité agréée. Celle-ci ne peut en aucun cas être supérieure à plus de 20 p.c. de l'occupation de l'institution; pour l'année 1987, l'occupation moyenne de 1986 telle que définie à l'article 35 du présent arrêté, sert de référence.

Art. 53. Le Ministre décide de tout nouvel agrément et de toute modification de régime et d'institution en fonction des besoins du secteur et en tenant compte des disponibilités budgétaires après avis de la Commission de Programmation et de Consultation.

Chapitre 2. — De la détermination de l'enveloppe annuelle

Art. 54. § 1^{er}. Les institutions qui disposent pour 1987 d'une enveloppe inférieure au montant des frais fixes attribués en 1986 verront leur enveloppe fixée à 95 p.c. au moins des frais fixes de 1986.

Les institutions qui disposent pour 1987 d'une enveloppe inférieure au montant des frais fixes attribués en 1986, mais dont l'occupation moyenne en 1986 calculée sur l'ensemble de la population accueillie était inférieure à 80 p.c. de la capacité agréée, verront leur enveloppe fixée à 90 p.c. au moins des frais fixes de 1986.

Les institutions qui disposent pour 1987 d'une enveloppe supérieure au montant des frais fixes attribués en 1986 verront celle-ci limitée à 110 p.c. desdits frais fixes.

Le Ministre détermine le montant des frais fixes 1986 par institution pour l'application du présent paragraphe.

§ 2. Le nombre 80 à partir duquel le montant de la subvention de fonctionnement dont question à l'article 36 § 2 se différencie est pour 1987, fixé par rapport à l'occupation moyenne en 1986, telle que celle-ci est définie à l'article 35 du présent arrêté.

§ 3. Les augmentations de capacité agréée ou l'agrément de nouvelles institutions en 1987 peuvent donner lieu à des subventions pour prises en charge supplémentaires.

Pour les prises en charge supplémentaires en 1987, la subvention forfaitaire annuelle, conformément aux dispositions de l'article 36, est calculée sur base de l'occupation effective en 1987.

Art. 55. § 1^{er}. Pour la détermination de la subvention pour frais de personnel éducatif dont question à l'article 36 § 3, il est tenu compte d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix années.

Une rectification de cette moyenne, en fonction de l'ancienneté pécuniaire réelle, sera opérée dans le courant de l'année 1987.

§ 2. Pour la détermination de l'enveloppe 1987 des institutions, il est en outre tenu compte, en ce qui concerne les éducateurs, de la répartition suivante :

- 49,17 p.c. d'éducateurs classes I et II A et chefs éducateurs;
- 50,83 p.c. d'éducateurs classes II B et III et puéricultrices et assimilés.

Une rectification de ce pourcentage sera également opérée en fonction de la situation réelle, dans le courant de l'année 1987.

§ 3. Les prestations effectives des médecins seront intégralement prises en considération en 1987 sans toutefois dépasser les subventions octroyées en leur faveur en 1986.

Art. 56. Sauf disposition contraire, prise avant le 31 décembre 1987, les articles 54 et 55 sont aussi applicables pour la détermination de l'enveloppe pour 1988 mais il sera toutefois tenu compte de l'occupation moyenne en 1987, telle que celle-ci est définie à l'article 35 du présent arrêté.

TITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 57. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1987.

Art. 58. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 février 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

E. POULLET

Annexe I

CHAPITRE Ier. — *Des frais de personnel en régime d'internat*

I. § 1. Les charges patronales légales et les avantages complémentaires sont fixés ensemble et forfaitairement, pour les internats et les homes à 50 % des rémunérations annuelles moyennes telles que prévues à l'article 36, § 3.

§ 2. Les avantages complémentaires visés au §1 comprennent exclusivement :

1. Une allocation annuelle spéciale d'un montant maximum de 9 600 F, non rattachée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, payable par tranches mensuelles de 800 F maximum accordée aux membres du personnel énumérés ci-après. Les membres du personnel qui effectuent des prestations à temps partiel bénéficient de cette allocation proportionnellement aux prestations effectuées et en tenant compte des normes de personnel subsidiable.

a) personnel éducatif :

- éducateur-chef de groupe;
- chef éducateur;
- éducateur classe 1;
- éducateur classe 2;
- éducateur classe 2A;
- éducateur classe 2B;
- éducateur classe 3.

b) personnel administratif et d'entretien :

- commis;
- commis-sténodactylographe;
- rédacteur;
- économiste;
- comptable classe 1;
- comptable classe 2;
- copiste A2;
- technicien en électronique A2;
- copiste A3;
- technicien en électronique A3;
- technicien (pour la vérification des appareils);
- aide de laboratoire clinique;
- ouvrier 1^{ère} catégorie;
- ouvrier 2^{ème} catégorie;
- ouvrier 3^{ème} catégorie;
- ouvrier 4^{ème} catégorie;
- ouvrier 5^{ème} catégorie;

c) fonctions particulières :

- puéricultrice;
- garde-malade;
- aide familiale et sanitaire.

2. Un supplément de traitement de 50 % sur base du traitement horaire subsidié, accordé à concurrence de 11 heures maximum par dimanche, pour les prestations effectuées le dimanche par les membres du personnel repris ci-dessous :

a) personnel éducatif :

- éducateur-chef de groupe;
- chef éducateur;
- éducateur classe 1;
- éducateur classe 2;
- éducateur classe 2A;
- éducateur classe 2B;
- éducateur classe 3.

b) personnel d'entretien :

- ouvrier 1ère catégorie;
- ouvrier 2ème catégorie;
- ouvrier 3ème catégorie;
- ouvrier 4ème catégorie;
- ouvrier 5ème catégorie;

c) fonctions particulières :

- assistant(e) social(e);
- infirmier(ère) gradué(e);
- infirmier(ère) breveté(e);
- puéricultrice;
- garde-malade;
- aide familiale et sanitaire.

La durée maximum des prestations prise en considération par dimanche est limitée à 16 heures en tenant compte du régime dominical en vigueur, fixé en fonction du nombre de handicapés présents le jour en question.

3. Une indemnité pour prestations irrégulières durant la nuit accordée aux infirmiers(ères) gradué(s) et breveté(s). Le montant de cette indemnité est fixé à 20 % du salaire horaire, mais le total mensuel ne peut dépasser 10 % du salaire de l'intéressé.

4. Une indemnité forfaitaire journalière spéciale de 500 F non rattachée à l'indice des prix à la consommation, payée aux membres du personnel qui accompagnent les bénéficiaires, afin de couvrir leurs charges complémentaires réelles durant les séjours de vacances organisés par les établissements, et qui donnent droit au remboursement limité des frais exposés. A l'exception du premier et du dernier jour des vacances, cette indemnité ne pourra être octroyée que pour chaque période de présence de 24 heures par jour dans le centre de vacances.

L'octroi de cette indemnité forfaitaire journalière est limité à trente jours maximum par accompagnateur.

Les charges patronales relatives au personnel des institutions dépendant des pouvoirs publics décentralisés, sont fixées sur base des charges réellement acquittées en fonction des rémunérations brutes calculées suivant l'échelle des traitements reprise à l'annexe V.

5. Une allocation de fin d'année calculée selon les dispositions en vigueur pour les agents de l'État.

II. Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, sont seuls admissibles les services à temps plein effectivement prestés dans des institutions agréées en vertu de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ainsi que dans des établissements agréés en application des articles 66 et 67 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse.

Ces services ne sont pris en considération qu'à partir de la date à laquelle un membre du personnel atteint l'âge fixé à l'annexe IV et à condition qu'il ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel qui, avant le 1er janvier 1984, sont engagés dans les institutions et établissements visés à l'alinéa premier, conservent le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de la protection de la jeunesse.

Pour autant qu'ils répondent aux conditions d'âge et de diplôme visées à l'alinéa 2, les membres du personnel qui accomplissent des prestations partielles peuvent bénéficier, proportionnellement au volume des prestations effectuées, des augmentations de rémunération dues en raison de leur ancienneté acquise dans les institutions ou établissements visés à l'alinéa premier.

Au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel à charge des pouvoirs publics, leur prise en charge par le prix de journée est limitée à la durée d'un horaire complet.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension. Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

III. § 1. La moitié de l'ancienneté reconnue conformément à l'article précédent est valorisée à tout membre du personnel nommé ou promu à un grade de direction.

Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans l'institution qui l'occupe.

Pour tout membre du personnel promu à un grade de direction, la valorisation de son ancienneté ne peut entraîner une diminution de rémunération.

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans la même institution, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur base des critères fixés au point III du présent chapitre.

De même, en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire peut être valorisée conformément aux dispositions du point III du présent chapitre.

§ 3. Le membre du personnel qui, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exerce une activité dans une autre institution que celle dans laquelle il était précédemment engagé, ne conserve le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire préalablement reconnue que pour autant que les fonctions exercées dans la nouvelle institution soient analogues à celles accomplies auparavant.

IV. Ne sont pas admissibles :

1° Les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension.

2° La partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les établissements visés à l'article 1er, § 1, du présent arrêté.

CHAPITRE 11. — Des frais de personnel en régime de semi-internat

I. § 1. Les charges patronales légales et les avantages complémentaires sont fixés ensemble et forfaitairement à 50 % des rémunérations annuelles moyennes telles que prévues à l'article 36, § 3.

§ 2. Les avantages complémentaires applicables au personnel des semi-internats et des centres de jour sont exclusivement ceux qui sont mentionnés au chapitre 1er de la présente annexe.

§ 3. Les charges patronales relatives au personnel des institutions dépendant des pouvoirs publics décentralisés sont fixées sur base des charges réellement acquittées en rapport avec les rémunérations brutes calculées suivant l'échelle des traitements reprise à l'annexe V.

II. Le calcul de l'ancienneté pécuniaire des membres du personnel des semi-internats et des centres de jour se fait conformément aux dispositions du chapitre 1er, II et III de la présente annexe.

III. Les frais de personnel non-admissibles sont définis au Chapitre 1er, IV.

ANNEXE II

Coefficient d'encadrement par bénéficiaire pris en charge (1)

CHAPITRE I

Psychologue
Paramédical
Personnel spécial

Internats

Catégories						
Enfants			Scolarisables		Non scolarisables	
			+ de 30 % (2)	- de 30 % (2)	+ de 30 % (2)	- de 30 % (2)
Mentaux	légers		0,05	0,05	—	—
	modérés		0,07	0,07	0,07	0,07
	sévéres	alités	0,0733	0,0733	0,09	0,09
		non-alités	0,0733	0,0733	0,09	0,09
	profonds	alités	0,0733	0,0733	0,09	0,09
		non-alités	0,0733	0,0733	0,09	0,09
Caractériels			0,0933	0,0933	0,0933	0,0933
Aveugles — amblyopes		- de 12 ans (3)	0,0933	0,0933	0,0933	0,0933
		12 ans et + (3)	0,0933	0,0933	0,0933	0,0933
Sourds — demi-sourds		- de 8 ans (3)	0,1667	0,1667	0,1667	0,1667
		8 ans et + (3)	0,1167	0,1167	0,1167	0,1167
Moteurs	groupe A	- de 8 ans (3)	0,12	0,12	0,12	0,12
		8 ans et + (3)	0,12	0,12	0,12	0,12
	groupe B		0,2367	0,2367	0,2367	0,2367
Physiques chroniques non contagieux			0,1267	0,1267	0,1267	0,1267
Adultes						
Non trav.	profonds		—	—	0,0433	0,0433
			—	—	0,0433	0,0433
Nursing			—	—	0,15	0,15
Travailleurs			—	—	—	0,0
Trav. non actifs			—	—	—	0,0

(1) Unité temps plein par bénéficiaire pris en charge.

(2) Pourcentage des présences durant les week-ends et les vacances (scolaires).

(3) Age atteint au cours de l'année.

Coefficient d'encadrement par bénéficiaire pris en charge (1)

Internats		Chef de groupe				
Catégories		Scolarisables		Non scolarisables		
Enfants		+ de 30 % (2)	- de 30 % (2)	+ de 30 % (2)	- de 30 % (2)	
Mentaux	légers	0,0139	0,0139	—	—	
	modérés	0,0333	0,0333	0,0333	0,0333	
	sévéres	alités	0,0313	0,0313	0,0313	0,0313
		non-alités	0,0417	0,0417	0,0417	0,0417
	profonds	alités	0,0313	0,0313	0,0313	0,0313
		non-alités	0,0417	0,0417	0,0417	0,0417
Caractériels		0,0417	0,0417	0,0417	0,0417	
Aveugles — amblyopes	- de 12 ans (3)	0,0417	0,0417	0,0417	0,0417	
	12 ans et + (3)	0,0278	0,0278	0,0278	0,0278	
Sourds — demi-sourds	- de 8 ans (3)	0,0417	0,0417	0,0417	0,0417	
	8 ans et + (3)	0,0333	0,0333	0,0333	0,0333	
Moteurs	groupe A	- de 8 ans (3)	0,0313	0,0313	0,0313	0,0313
		8 ans et + (3)	0,0333	0,0333	0,0333	0,0333
	groupe B		0,0417	0,0417	0,0417	0,0417
Physiques chroniques non contagieux		0,0250	0,0250	0,0250	0,0250	
Adultes						
Non-travailleurs		—	—	0,0333	0,0333	
Non-travailleurs profonds		—	—	0,0333	0,0333	
Nursing		—	—	0,0333	0,0333	
Travailleurs		—	—	—	—	
Travailleurs non actifs		—	—	—	—	

(1) Unité temps plein par bénéficiaire pris en charge.

(2) Pourcentage des présences durant les week-ends et les vacances (scolaires).

(3) Age atteint au cours de l'année.

Coefficient d'encadrement par bénéficiaire pris en charge (1)

Internats

EDUCATEURS II Educateur 2 B
Educateur 3
Puéricultrice et assimilés

Catégories			Scolarisables		Non scolarisables	
			+ de 30 % (2)	- de 30 % (2)	+ de 30 % (2)	- de 30 % (2)
Mentaux	Enfants					
	légers		0,1694	0,1271	—	—
	modérés		0,2033	0,1525	0,2542	0,2033
	sévéres	alités	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
		non-alités	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
	profonds	alités	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
		non-alités	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
			0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
Caractériels						
Aveugles — amblyopes	— de 12 ans (3)		0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
	12 ans et + (3)		0,1694	0,1271	0,2118	0,1694
Sourds — demi-sourds	— de 8 ans (3)		0,3389	0,2542	0,4236	0,3389
	8 ans et + (3)		0,2033	0,1525	0,2542	0,2033
Moteurs	groupe A	— de 8 ans (3)	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
		8 ans et + (3)	0,2033	0,1525	0,2542	0,2033
	groupe B		0,3389	0,2542	0,4236	0,3389
Physiques chroniques non contagieux			0,2033	0,1525	0,2542	0,2033
Adultes						
Non-travailleurs			—	—	0,3050	0,2542
Non-travailleurs profonds			—	—	0,3134	0,2626
Nursing			—	—	0,3346	0,2711
Travailleurs			—	—	—	0,0762
Travailleurs non actifs			—	—	—	0,1610

(1) Unité temps plein par bénéficiaire pris en charge.

(2) Pourcentage des présences durant les week-ends et les vacances (scolaires).

(3) Age atteint au cours de l'année.

Coefficient d'encadrement par bénéficiaire pris en charge (1)

Catégories		EDUCATEURS I				
		Educatteur 1 Educatteur 2 A Chef-éducateur				
		Internats				
Enfants		Scolarisables		Non scolarisables		
		+ de 30 % (2)	- de 30 % (2)	+ de 30 % (2)	- de 30 % (2)	
Mentaux	légers	0,1639	0,1229	—	—	
	modérés	0,1967	0,1475	0,2459	0,1967	
	sévéres	alités	0,2459	0,1844	0,3073	0,2459
		non-alités	0,2459	0,1844	0,3073	0,2459
	profonds	alités	0,2459	0,1844	0,3073	0,2459
		non-alités	0,2459	0,1844	0,3073	0,2459
Caractériels		0,2459	0,1844	0,3073	0,2459	
Aveugles — amblyopes	— de 12 ans (3)	0,2459	0,1844	0,3073	0,2459	
	12 ans et + (3)	0,1639	0,1229	0,2049	0,1639	
Sourds — demi-sourds	— de 8 ans (3)	0,3278	0,2459	0,4097	0,3278	
	8 ans et + (3)	0,1967	0,1475	0,2459	0,1967	
Moteurs	groupe A	— de 8 ans (3)	0,2459	0,1844	0,3073	0,2459
		8 ans et + (3)	0,1967	0,1475	0,2459	0,1967
	groupe B		0,3278	0,2459	0,4097	0,3278
Physiques chroniques non contagieux		0,1967	0,1475	0,2459	0,1967	
Adultes						
Non-travailleurs		—	—	0,2950	0,2459	
Non-travailleurs profonds		—	—	0,3032	0,2540	
Nursing		—	—	0,3237	0,2622	
Travailleurs		—	—	—	0,0738	
Travailleurs non actifs		—	—	—	0,1557	

(1) Unité temps plein par bénéficiaire pris en charge.

(2) Pourcentage des présences durant les week-ends et les vacances (scolaires).

(3) Age atteint au cours de l'année.

Coefficient d'encadrement par bénéficiaire pris en charge (1)

CHAPITRE II

Semi-internats

Psychologue
Paramédical
Personnel spécial

Catégories				
Enfants		Scolarisables	Non scolarisables	
Intellectuels	légers	0,0433	0,0433	
	modérés	0,0633	0,0633	
	sévères	0,0633	0,0633	
	profonds	— de 6 ans (2)	—	0,0633
		6 ans et + (2)	—	0,0633
Caractériels		0,0867	0,0867	
Aveugles — Amblyopes	— de 12 ans (2)	0,0700	0,0700	
	12 ans et + (2)	0,0700	0,0700	
Sourds — demi-sourds	— de 8 ans (2)	0,1233	0,1233	
	8 ans et + (2)	0,0900	0,0900	
Moteurs :	groupe A	— de 8 ans (2)	0,1200	
	groupe B	8 ans et + (2)	0,1200	
			0,2267	0,2267
Adultes				
Non-travailleurs		—	0,0533	

(1) Unité temps plein par bénéficiaire pris en charge.

(2) Age atteint au cours de l'année.

Coefficient d'encadrement par bénéficiaire pris en charge (1)

CHEF DE GROUPE

Semi-internats

Catégories					
Enfants			Scolarisables	Non scolarisables	
Intellectuels	légers		0,0052	0,0052	
	modérés		0,0100	0,0100	
	sévères		0,0100	0,0100	
	profonds	- de 8 ans (2)		—	0,0156
		8 ans et + (2)		—	0,0125
Caractériels			0,0125	0,0125	
Aveugles — Amblyopes		- de 12 ans (2)	0,0125	0,0125	
		12 ans et + (2)	0,0083	0,0083	
Sourds — demi-sourds		- de 8 ans (2)	0,0139	0,0139	
		8 ans et + (2)	0,0100	0,0100	
Moteurs :	groupe A	- de 8 ans (2)	0,0104	0,0104	
		8 ans et + (2)	0,0100	0,0100	
	groupe B		0,0139	0,0139	
Adultes					
Non-travailleurs			—	0,0167	

(1) Unité temps plein par bénéficiaire pris en charge.

(2) Age atteint au cours de l'année.

Coefficient d'encadrement par bénéficiaire pris en charge (1)

Semi-internats

Educateurs I :

Educateur CL 1
Educateur CL 2 A
Chef éducateur

Catégories			Scolarisables	Non scolarisables	
Enfants					
Intellectuels	légers		0,0461	0,0461	
	modérés		0,0590	0,0590	
	sévères		0,0590	0,0590	
	profonds	— de 6 ans (2)	—	—	0,1383
		6 ans et + (2)	—	—	0,1106
Caractériels			0,1045	0,1352	
Aveugles — Amblyopes		— de 12 ans (2)	0,0738	0,0738	
		12 ans et + (2)	0,0492	0,0492	
Sourds — demi-sourds		— de 8 ans (2)	0,0956	0,0956	
		8 ans et + (2)	0,0590	0,0590	
Moteurs :	groupe A	— de 8 ans (2)	0,1024	0,1024	
		8 ans et + (2)	0,0836	0,0836	
	groupe B		0,1366	0,1366	
Adultes					
Non-travailleurs			—	0,0901	

(1) Unité temps plein par bénéficiaire pris en charge.

(2) Age atteint au cours de l'année.

Coefficient d'encadrement par bénéficiaire pris en charge (1)

Semi-internats

Educateurs II :

Educateur CL 2 B
Educateur CL 3
Puericultrice et assimilés

Catégories					
Enfants			Scolarisables	Non scolarisables	
Intellectuels	légers		0,0477	0,0477	
	modérés		0,0610	0,0610	
	sévères		0,0610	0,0610	
	profonds	— de 6 ans (2)	—	—	0,1430
		6 ans et + (2)		—	0,1144
Caractériels			0,1080	0,1398	
Aveugles — Amblyopes		— de 12 ans (2)	0,0762	0,0762	
		12 ans et + (2)	0,0508	0,0508	
Sourds — demi-sourds		— de 8 ans (2)	0,0988	0,0988	
		8 ans et + (2)	0,0610	0,0610	
Moteurs :	groupe A	— de 8 ans (2)	0,1059	0,1059	
		8 ans et + (2)	0,0864	0,0864	
	groupe B		0,1412	0,1412	
Adultes					
Non-travailleurs			—	0,0932	

(1) Unité temps plein par bénéficiaire pris en charge.

(2) Age atteint au cours de l'année.

Annexe III

CHAPITRE Ier. — Normes de personnel des services de placement en famille
(Pour toutes prises en charge)

Les normes de personnel dans les services de placement en famille sont les suivantes :

- 1° Un directeur porteur d'un diplôme de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur si le service de placements familiaux est autonome. Si le service est rattaché à une institution pour personnes handicapées, le directeur de cette institution assume la responsabilité de ce service;
- 2° Un médecin spécialiste 1/4 temps;
- 3° Un psychologue mi-temps;
- 4° Un assistant social à temps plein à condition que le nombre de personnes handicapées placées ne soit pas inférieur à 15;
- 5° Un commis à temps plein à condition que le nombre de personnes handicapées placées ne soit pas inférieur à 15.

CHAPITRE II. — Frais de personnel

I. Les charges patronales légales relatives au personnel des services de placement en famille sont fixées sur base des charges réellement acquittées en fonction des rémunérations brutes calculées suivant l'échelle des traitements reprise à l'annexe V.

II. Le commis peut prétendre à l'allocation annuelle spéciale prévue à l'annexe I, chapitre Ier, I, § 2, 1.

III. Le personnel des services de placement en famille peut prétendre à une allocation de fin d'année calculée selon les dispositions en vigueur pour les agents de l'Etat.

IV. Le calcul de l'ancienneté pécuniaire des membres du personnel des services de placement en famille se fait conformément aux dispositions de l'annexe Ier, chapitre Ier, II et III.

Annexe IV

Qualifications exigées du personnel des établissements pour handicapés

Nature de l'emploi	Qualifications requises
Educateur — classe III (18 ans)	Les porteurs d'un des titres suivants : — Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique). — Brevet, certificat ou attestation de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures. — Les puéricultrices, aides familiales et sanitaires et garde-malades qui possèdent un des titres suivants : • brevet de puéricultrice, • brevet d'aide ou d'auxiliaire familiale et sanitaire ou certificat de qualification d'assistante familiale et sanitaire, • certificat de garde-malade ou brevet d'hospitalier(e) ou brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers.
Educateur — classe II B (20 ans)	— Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique); — les éducateurs classe III, les puéricultrices, les gardes-malades et les aides familiales et sanitaires ayant 10 ans d'ancienneté dans une des fonctions précitées.
Educateur — classe II A (20 ans)	Les porteurs d'un des titres suivants : — Diplôme délivré par une université ou par un établissement d'enseignement supérieur de type long si les cycles d'études comportent au moins quatre années. — Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale. — Brevet d'infirmier(e). — Brevet de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe exclusivement et effectivement d'enfants de 0 à 6 ans. — Les éducateurs ayant 10 ans d'ancienneté dans la classe II B.
Educateur — classe II (20 ans)	Uniquement les éducateurs de la classe II déjà en service dans une institution agréée à la date du 1er janvier 1976 porteurs d'un des titres suivants : — Diplôme ou certificat d'une école ou d'un cours technique secondaire supérieur à orientation pédagogique, psychologique ou sociale. — Brevet d'infirmier(e) ou de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans. — Diplôme, certificat ou titre assimilé au moins du niveau de l'enseignement normal primaire ou, pour autant que leurs titulaires s'occupent d'enfants de 3 à 6 ans. — Diplôme de l'enseignement normal gardien.
Educateur — classe I (20 ans)	Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale au moins du type court de plein exercice ou de promotion sociale.
Chef éducateur (21 ans)	Voir ci-dessus éducateur classe I.
Educateur-chef de groupe (21 ans)	— Les chefs éducateurs ayant au moins une année de service dans cette fonction.

Nature de l'emploi	Qualifications requises
Sous-directeur classe II (24 ans)	<ul style="list-style-type: none"> — Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe II A et au moins trois ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou home pour handicapés. — Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe II B et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou home pour handicapés. — Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe III et au moins dix ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou home pour handicapés. — Les rédacteurs comptant au moins cinq années de service dans un établissement pour enfants ou home pour handicapés.
Sous-directeur classe I (24 ans)	<ul style="list-style-type: none"> — Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe I et au moins trois ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou home pour handicapés. — Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe II A et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou home pour handicapés. — Les porteurs d'un diplôme universitaire. — Les économistes ayant au moins cinq ans de service dans un établissement pour enfants ou home pour handicapés. — Les sous-directeurs de la classe II qui comptent au moins cinq années de service.
Directeur classe II (24 ans) Etablissements de 6 à 29 lits ou places	<ul style="list-style-type: none"> — Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe II. — Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale au moins du type court, de plein exercice ou de promotion sociale.
Directeur classe I (24 ans) Etablissements de 6 à 29 lits ou places	<ul style="list-style-type: none"> — Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe I.
Directeur classe II (24 ans) Etablissements de 30 à 60 lits ou places	<ul style="list-style-type: none"> — Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe II.
Directeur classe I (24 ans) Etablissements de 30 à 60 lits ou places	<ul style="list-style-type: none"> — Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe I.
Directeur classe II (24 ans) Etablissements de plus de 60 lits ou places	<ul style="list-style-type: none"> — Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe II.
Directeur classe I (24 ans) Etablissements de plus de 60 lits ou places	<ul style="list-style-type: none"> — Les qualifications requises pour les sous-directeurs classe I.
Commis (18 ans)	<p data-bbox="651 1283 1034 1312">Les porteurs d'un des titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique). — Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section « Travaux de bureau », délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.
Commis-sténodactylographe	<ul style="list-style-type: none"> — Les porteurs d'un titre requis pour la fonction de commis et un certificat ou diplôme attestant de la connaissance de la sténodactylographie.
Rédacteur (20 ans)	<ul style="list-style-type: none"> — Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique); dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.
Econome (20 ans)	<ul style="list-style-type: none"> — Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.
Comptable 2e classe (20 ans)	<ul style="list-style-type: none"> — Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.
Comptable 1ère classe (23 ans)	<ul style="list-style-type: none"> — Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction. — Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.
Personnel ouvrier catégorie I (18 ans)	<ul style="list-style-type: none"> — Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.
Personnel ouvrier catégorie II (18 ans)	<ul style="list-style-type: none"> — Les blanchisseuses, ouvriers de laboratoire, repasseuses, lingères, portiers, aides d'ouvrier qualifié pour autant que l'ouvrier qualifié soit existant dans l'institution.
Personnel ouvrier catégorie III (18 ans)	<ul style="list-style-type: none"> — Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Nature de l'emploi	Qualifications requises
Personnel ouvrier catégorie IV (18 ans)	— Les ouvriers qualifiés porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études délivré par une école ou établissement d'enseignement et établissant une qualification telle que cordonnier, jardinier, mécanicien, plombier, d'installations sanitaires, ébéniste, menuisier, électricien, cuisinier.
Personnel ouvrier catégorie V (18 ans)	— Les ouvriers possédant la qualification requise des ouvriers catégorie IV et ayant la responsabilité d'une équipe homogène d'au moins cinq ouvriers.
Infirmier(ère) breveté(e) (21 ans)	— Les titulaires du brevet d'infirmier(ère)
Infirmier(ère) gradué(e) (23 ans)	— Les porteurs d'un diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) visé à l'article 1er de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier(ère) modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1960, 27 octobre 1961 et 24 décembre 1966.
Copiste (Braille) 2e classe (18 ans)	— Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.
Copiste (Braille) 1re classe (20 ans)	— Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.
Médecin généraliste (27 ans)	— Les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement.
Médecin spécialiste (27 ans)	— Les porteurs d'un titre de qualification requise pour l'exercice de la fonction de médecin généraliste ainsi qu'un titre de spécialisation requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes.
Licencié en psychologie, en pédagogie, en kinésithérapie et en logopédie (24 ans)	— Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions.
Assistant en psychologie (23 ans)	— Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.
Ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède (23 ans)	— Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.
Rééducateur en psychomotricité (23 ans)	— Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.
Assistant, auxiliaire ou conseiller social (23 ans)	— Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.
Infirmier(ère) gradué(e) social(e) (23 ans)	— Les porteurs du diplôme octroyant ce titre :
— Bricoleur en appareillage A3 (18 ans)	— Les porteurs du diplôme ou certificat de qualification de quatrième année de l'enseignement secondaire technique de qualification.
Technicien en électronique A1 ou A2	— Les porteurs d'un diplôme octroyant un de ces titres.
Puéricultrice, aide familiale et sanitaire ou garde-malade	— Les porteurs d'un brevet ou certificat octroyant un de ces titres.
Aide de laboratoire clinique A3	— Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Annexe V

I. Tableau des échelles de traitement à 100 % (programmation sociale comprise)

A. Personnel éducateur.	Echelle	Structure
Nature de l'emploi		
Educateur		
Classe 1 (20 ans)	190 800-311 640	3 ^e x 3 816 1 ^{re} x 3 816 1 ^{re} x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
Classe 2 (20 ans)	172 992-247 404	3 ^e x 3 816 1 ^{re} x 3 816 7 ^e x 5 088 2 ^e x 2 228 2 ^e x 5 088 1 ^{re} x 8 904
Classe 2 A (20 ans)	172 992-247 404	3 ^e x 3 180 4 ^e x 3 816 8 ^e x 5 088 1 ^{re} x 8 904

Nature de l'emploi	Echelle	Traitement
Classe 2 B (20 ans)	165 360-241 680	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		12 ^e x 5 088
Classe 3 (18 ans)	146 280-216 876	3 ^e x 3 180
		4 ^e x 3 816
		9 ^e x 5 088
		3 ^e x 3 180
Après 9 ans	153 276-223 872	4 ^e x 3 816
		9 ^e x 5 088
		3 ^e x 3 816
2. Chef éducateur	221 328-342 168	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
		2 ^e x 10 176
		9 ^e x 8 904
Educateur chef de groupe (21 ans)	232 140-361 884	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
		2 ^e x 10 176
		10 ^e x 8 904
B. Personnel de direction (24 ans).		
1. Sous-directeur Classe 1	242 316-372 060	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
		2 ^e x 10 176
		10 ^e x 8 904
Classe 2	221 328-342 168	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
		2 ^e x 10 176
		9 ^e x 8 904
2. Directeur a) Etablissements de 6 à 14 lits ou places	190 800-311 640	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
		2 ^e x 10 176
		9 ^e x 8 904
b) Etablissements de 15 à 29 lits ou places Classe 1	221 328-342 168	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
		2 ^e x 10 176
		9 ^e x 8 904
Classe 2	190 800-311 640	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
		2 ^e x 10 176
		9 ^e x 8 904
c) Etablissements de 30 à 60 lits ou places Classe 1	242 316-372 060	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
		2 ^e x 10 176
		10 ^e x 8 904
Classe 2	221 328-342 168	3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
		2 ^e x 10 176
		9 ^e x 8 904
d) Etablissements de plus de 60 lits ou places Classe 1	273 480-436 932	3 ^e x 8 904
		10 ^e x 13 674
		3 ^e x 3 816
		1 ^{er} x 3 816
		1 ^{er} x 5 088
Classe 2	242 316-372 060	1 ^{er} x 5 088
		1 ^{er} x 10 176
		10 ^e x 8 904

Nature de l'emploi	Echelle	Traitement
C. Personnel administratif et entretien.		
Commis (18 ans)	148 000-210 516	3 ^e x 2 000 5 ^e x 3 180 8 ^e x 5 077
Commis-sténodactylographe (18 ans)	151 180-213 696	3 ^e x 2 000 5 ^e x 3 180 8 ^e x 5 077
Rédacteur (20 ans)	163 088-279 840	3 ^e x 3 816 2 ^e x 3 680 11 ^e x 8 904
Econome (20 ans)	190 800-311 640	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
Comptable 1re classe (23 ans)	190 800-311 640	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
Comptable 2e classe	165 360-286 200	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
Copiste 1re classe (20 ans) Technicien en électronique A2 (20 ans)	163 088-279 840	3 ^e x 3 816 2 ^e x 3 680 11 ^e x 8 904
Bricoleur en appareillage (18 ans) Copiste 2e classe (18 ans) Aide de laboratoire clinique (18 ans)	151 180-213 696	3 ^e x 2 000 5 ^e x 3 180 8 ^e x 5 077
Ouvrier 1re catégorie (18 ans)	142 544-185 360	3 ^e x 1 614 11 ^e x 1 634
Ouvrier 2e catégorie (18 ans)	146 062-176 172	3 ^e x 1 614 2 ^e x 1 634 10 ^e x 2 200
Ouvrier 3e catégorie (18 ans)	155 602-185 712	3 ^e x 1 614 2 ^e x 1 634 10 ^e x 2 200
Ouvrier 4e catégorie (18 ans)	161 238-193 980	3 ^e x 1 614 7 ^e x 2 200 5 ^e x 2 500
Ouvrier 5e catégorie (18 ans)	166 962-199 704	3 ^e x 1 614 7 ^e x 2 200 5 ^e x 2 500
D. Fonctions particulières		
Infirmier(ère) gradué(e) orthopédiste technicien en électronique A1 assistant(e) social(e) kinésithérapeute logopède ergothérapeute assistant(e) en psychologie (23 ans)	201 400-300 340	3 ^e x 4 452 12 ^e x 7 632
Après 9 ans	230 656-335 596	3 ^e x 4 452 12 ^e x 7 632
Après 18 ans	256 944-361 884	3 ^e x 4 452 12 ^e x 7 632
Infirmier(ère) breveté(e) (21 ans)	184 440-305 280	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
Après 9 ans	201 400-313 972	3 ^e x 4 452 10 ^e x 7 632
Puéricultrice garde-malade aide familiale et sanitaire (18 ans)	152 004-222 600	3 ^e x 3 180 4 ^e x 3 816 9 ^e x 5 088

Nature de l'emploi	Echelle	Traitement
Après 9 ans	169 812-240 408	3 ¹ × 3 180 8 ¹ × 1 908 18 ¹ × 2 544
Psychologue et assimilés (24 ans)	273 480-436 932	3 ¹ × 8 904 10 ¹ × 13 874
Médecin généraliste (27 ans)	343 440-525 972	3 ¹ × 8 904 10 ¹ × 15 582
Médecin spécialiste (27 ans)	464 280-674 160	11 ¹ × 19 980

Annexe VI

Plan comptable

- Classe I. — Valeurs constitutives
- 10 Capitaux de fondation et d'extension.
- 10.00.01 Capital (subsidés).
- 02 Capital (dotations).
- 10.01 Subsidés de fonctionnement.
- 10.02 Subsidés d'équipement.
11. Réserves obligatoires.
12. Réserves facultatives.
- 12.00 Pertes et profits d'exercices précédents.
- 12.01 Arriérés de rémunérations (provision).
- 12.02 Réserve de trésorerie.
13. Emprunt divers.
- 13.00 Emprunts à amortir.
14. Amortissement sur immobilier.
- 14.41 Immeubles et immeubles par destination.
Respectivement 3 p.c. et 5 p.c.
- 14.42 Matériel d'équipement médical 20 p.c.
- 14.43 Matériel d'équipement non médical et mobilier 10 p.c.
- 14.44 Première installation 33,33 p.c.
- 14.45 Matériel roulant 20 p.c.
- 14.46 Gros travaux d'entretien 33,33 p.c.
- 14.47 Patrimoine culturel 100 p.c.
- Classe II. — Valeurs disponibles.
- 20 Caisse.
- 21 C.C.P.
- 22 Banques.
- 23 Non utilisé.
- 24 Effets et valeurs de bourse.
- 25 Transfert de fonds.
- Classe III. — Valeurs exigibles.
- 30 Clients (débiteurs).
- 30.01 Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.
- 30.02 Justice.
- .01 Subside ordinaire pour l'entretien et l'éducation.
- .02 Subside pour le recouvrement de frais spéciaux.
- 30.03 Oeuvre nationale de l'Enfance.
- 30.04 Placements privés.
- 30.05 Allocations familiales.
- 30.06 Intervention des C.A.P.
- 30.07 Education nationale.
- .01 Frais de fonctionnement.
- .02 Bourses d'études.
- 30.08 Salaire des travailleurs.
- 30.09 Divers.
- .01 Divers.
- .02 Mutualités (compte nominatif).
- 31 Fournisseurs-créditeurs.
- 32 Charges du personnel.
- 32.01 O.N.S.S. Charges des employés.
- 32.02 O.N.S.S. Charges des employeurs.
- 32.03 Précompte professionnel.
- 32.04 Pension extra légale (versements par l'employeur).
- 32.05 Avantages en nature.
- 32.06 Assurances accidents du travail (assurances légales).
- 32.07 Abonnements sociaux (intervention de l'employeur).
- 32.08 Médecine du travail.

- 38 Honoraires.
 - 38.01 Médical.
 - 38.02 Paramédical.
 - 38.03 Infirmier.
- 39 Divers.
 - Classe IV. — Valeurs immobilisées.
- 40 Terrains.
- 41 Immeubles et immeubles par destination
 - 41.45 Internat pour enfants.
 - 41.46 Semi-internat pour enfants.
 - 41.47 Installation scolaire.
 - 41.48 Home de court séjour.
 - 41.49 Home pour adultes.
- 42 Matériel d'équipement médical.
- 43 Matériel d'équipement non médical et mobilier.
 - 43.03 Matériel d'entretien.
 - 43.04 Appareils de chauffage.
 - 43.05 Fournitures de bureau.
 - 43.06 Machines à laver, etc...
 - 43.07 Equipement de cuisine.
 - 43.08 Mobilier.
- 44 Première installation.
- 45 Matériel roulant.
- 46 Gros travaux d'entretien.
- 47 Patrimoine culturel.
- 48 Travaux en cours.
- 49 Paiements mobiliers.
 - Classe V. — Valeurs réalisables.
- 50 Approvisionnement général.
- 51 Denrées alimentaires.
- 52 Non utilisé.
- 53 Non utilisé.
- 54 Linge-literie.
- 55 Pharmacie.
- 56 Vidange.
- 57 Cantine.
- 58 Fournitures scolaires.
- 59 Matériel de réserve.
 - Classe VI. — Valeurs industrielles.
- 60 Personnel médical.
- 61 Personnel salarié.
- 62 Personnel administratif.

Tableaux de codification des centres de frais

Centres de frais provisoires et éléments du prix de revient.

- 00 Amortissements (70).
- 01 Charges financières (71).
- 02 Frais généraux (72).
- 03 Entretien (73).
- 04 Chauffage (74).
- 05 Frais d'administration (75).
- 06 Buanderie, ligne, vêtements (76).
- 07 Alimentation (77).
- 08 Internat (78).
- 09 Frais médicaux (79).
- Centres de frais définitifs.
- 20 à 44 Non utilisés.
- 45 Internat pour enfants.
- 46 Semi-internat.
- 47 Institut scolaire.
- 48 Home de court séjour.
- 49 Home pour adultes.
- 50 à 69 Non utilisés.
- 70 à 97 Services techniques auxiliaires et annexes, dont :
 - 70 à 92 Non utilisés.
 - 93 Jardinage.
 - 94 Ferme.
 - 95 Couvent.
 - 96 Ecole d'infirmières ou de puéricultrices.
 - 97 Culte.
- 63 Personnel soignant.
- 64 Personnel paramédical.
- 65 Autre personnel et personnel éducatif.
- 66 Frais directs.

- 69 Recettes.
 Ex. 69.45 Internat pour enfants.
 69.45.01 Prix de la journée d'entretien.
 69.45.02 Suppléments aux prix de la journée.
 69.45.03 Honoraires de médecins.
 69.45.04 Honoraires personnel soignant et/ou paramédical.
 69.45.05 Non utilisé.
 69.45.06 Autres recettes.
 69.45.07 Spécialités coûteuses, prothèses, etc...
 69.46 Même répartition que 69.45.

Classe VII. — Frais à répartir.

- 70 Amortissements.
 71 Charges financières.
 72 Frais généraux.
 73 Entretien.
 74 Chauffage.
 75 Frais administratifs.
 76 Buanderie, linge, vêtements.
 77 Alimentation.
 78 Internat.
 79 Frais médicaux.

Classe VIII.

Facultatif.

Valeurs transitoires commerciales.

Classe IX. — Résultats.

- 90 Pertes et profits.

Annexe VII

Normes minimales pour le personnel non éducatif visé à l'article 36 § 2.

INTERNATS

Rédacteur/Commis jusqu'à 15 prises en charge	0,50
Rédacteur/Commis de 16 à 40 prises en charge	1
Rédacteur/Commis à partir de 41 prises en charge	2
Comptable jusqu'à 59 prises en charge	0,50
Comptable à partir de 60 prises en charge	1
Ouvriers tranche de 10 prises en charge	1
Assistant social jusqu'à 29 prises en charge	0,50
Assistant social à partir de 30 prises en charge	1

SEMI-INTERNATS

Rédacteur/Commis jusqu'à 49 prises en charge	0,25
Rédacteur/Commis à partir de 50 prises en charge	0,50
Comptable jusqu'à 59 prises en charge	0,50
Comptable à partir de 60 prises en charge	1
Ouvriers tranche de 15 prises en charge de bénéficiaires non-scolarisés	1
Ouvriers tranche de 20 prises en charge de bénéficiaires scolarisés	1
Assistant social jusqu'à 29 prises en charge	0,50
Assistant social à partir de 30 prises en charge	1

HOMES ADULTES

Rédacteur/Commis jusqu'à 15 prises en charge	0,50
Rédacteur/Commis de 16 à 40 prises en charge	1
Rédacteur/Commis à partir de 41 prises en charge	2
Comptable jusqu'à 59 prises en charge	0,50
Comptable à partir de 60 prises en charge	1
Ouvriers tranche de 10 prises en charge	1
Assistant social jusqu'à 29 prises en charge	0,50
Assistant social à partir de 30 prises en charge	1

CENTRES DE JOUR

Rédacteur/Commis jusqu'à 29 prises en charge	0,50
Rédacteur/Commis de 30 à 50 prises en charge	0,75
Rédacteur/Commis à partir de 51 prises en charge	1
Comptable jusqu'à 59 prises en charge	0,50
Comptable à partir de 60 prises en charge	1
Ouvriers tranche de 15 prises en charge	1
Assistant social jusqu'à 29 prises en charge	0,10
Assistant social à partir de 30 prises en charge	0,25

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987.

Le Ministre-Président,
Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,
E. POULLET

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 -- 656

9 FEBRUARI 1987. -- Besluit van de Executieve genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 4°;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 december 1985 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve, belast met de begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, met het oog op de sanering van de sector herberging van gehandicapte personen, dringend nieuwe maatregelen genomen dienen te worden met betrekking tot de erkenning, de organisatie en de werking van de instellingen alsmede tot de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor de kosten inherent aan het ten laste nemen van de begunstigen, teneinde aan de instellingen de middelen te geven om de financiële moeilijkheden die hun beheer in gevaar brengen, te bestrijden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 15 januari 1987,

Besluiten :

TITEL I. — Algemeen

Artikel 1. § 1. Dit besluit stelt de voorwaarden vast waaraan de instellingen van de Franse Gemeenschap die bestemd zijn voor het opnemen van gehandicapte personen geplaatst ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten moeten voldoen om erkend te worden, stelt de regels voor de organisatie en de werking van deze instellingen vast, alsmede de nadere regels voor de bekostiging van de huisvesting, het onderhoud, de behandeling en de opvoeding van de begunstigden van genoemd Fonds.

§ 2. Onder « begunstigde » wordt verstaan, elke gehandicapte persoon die de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap geniet in toepassing van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 december 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

§ 3. Onder het woord « instelling » in de zin van dit artikel dient verstaan te worden, elke entiteit erkend door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor het opnemen van gehandicapte personen, namelijk elk internaat, tehuis, semi-internaat, dagcentrum en dienst voor plaatsing in gezinnen.

§ 4. Onder Minister dient, in de zin van dit besluit, de Minister te worden verstaan tot wiens bevoegdheid het beleid inzake gehandicapten behoort.

§ 5. Onder Fonds dient te worden verstaan, het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

TITEL II. — Voorwaarden en procedure voor de erkenning van de instellingen

HOOFDSTUK I. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 2. Om erkend te worden, moet de instelling aan de geldende normen beantwoorden en over voldoende personeel beschikken.

HOOFDSTUK II. — Procedure

Afdeling I. — Aanvraag om erkenning

Art. 3. De aanvraag om erkenning van de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, wordt aan de Minister gericht door de persoon of de inrichtende macht die de instelling beheert of zich voorneemt de instelling te beheren.

Art. 4. De aanvraag wordt samen met de volgende documenten en inlichtingen ingediend :

1° een plan van de inrichting met vermelding, voor haar verschillende niveaus, van de interne verbindingen, van de bestemming van de lokalen alsmede van het aantal bedden per kamer;

2° een nota met vermelding van de categorie of de categorieën handicaps waaraan de personen die men van plan is te ontvangen, lijden, alsmede van hun aantal, hun geslacht en hun leeftijd;

3° de naam van de verantwoordelijke voor de instelling, alsmede een voor eensluidend verklaard afschrift van zijn diploma's en een recent getuigschrift van goed en zedelijk gedrag;

4° een verslag van een dienst, bevoegd luidens het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand, dat bevestigt dat alle voorzorgen genomen zijn om brand te voorkomen;

5° een medisch-sociaal-pedagogisch ontwerp dat aangepast moet zijn aan de behoeften van de opgenomen gehandicapte personen. Dat ontwerp moet periodiek geëvalueerd en geactualiseerd worden;

6° een afschrift van de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten.

Art. 5. De Minister onderzoekt de aanvraag en zendt het dossier om advies over aan de Commissie voor Programmatie en Advies ingesteld overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Executieve van 22 december 1983.

Deze commissie geeft haar advies binnen de twee maanden na de ontvangst van het dossier.

Art. 6. De beslissing van de Minister wordt aan de aanvrager betekend. In geval van weigering van de erkenning, is de beslissing met redene omkleed.

Art. 7. De erkenning wordt voor een bepaalde periode toegekend. Ze kan vernieuwd worden voor een gelijke of kortere duur.

Op aanvraag van de instelling wordt ze automatisch vernieuwd, behalve als één van de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld is. Een aanmaning, bij aangetekende brief gericht aan de inrichtende macht van de instelling, vermeldt de betwiste punten.

De aanvraag om vernieuwing moet ten minste zes maanden voor het einde van de vorige periode ingediend worden.

De instelling blijft voorlopig erkend totdat over deze aanvraag beslist is.

Afdeling II. — Intrekking van de erkenning

Art. 8. De erkenning van de instelling kan worden ingetrokken als één van de voorwaarden die voor de erkenning ervan vastgesteld zijn, niet meer vervuld is.

Art. 9. De ministeriële beslissing van intrekking van de erkenning wordt met redenen omkleed en bij aangetekende brief betekend aan de persoon of aan de inrichtende macht die de instelling beheert.

Binnen de dertig dagen na de betekening, kan de betrokkene, bij aangetekende brief, een beroep bij de Minister indienen.

Dit beroep wordt met redenen omkleed en samen met alle bewijsstukken gestuurd.

Art. 10. Het volledige dossier wordt door de Minister overgezonden aan de Commissie voor Programmatie en Advies voor de gehandicapte personen.

De verzoeker kan, binnen de door de Commissie vastgestelde termijn, het dossier raadplegen.

Op zijn aanvraag, wordt hij gehoord op de dag en om het uur vastgesteld bij een aan de betrokkene gerichte aangetekende brief.

Hij kan zich doen bijstaan door een persoon van zijn keus. De Commissie brengt haar advies uit binnen de twee maanden na de overzending van het dossier.

Art. 11. Ingevolge het advies van de Commissie, beslist de Minister over het beroep. De beslissing wordt met redenen omkleed en bij aangetekende brief aan de verzoeker betekend.

TITEL III. — Programmatie

Art. 12. De bovenbedoelde instellingen worden alleen erkend en de subsidies voor het bouwen, het verbouwen en het uitrusten van die instellingen worden alleen toegekend op voorwaarde dat de aanvraag of het ontwerp deel uitmaakt van een programma voor instellingen voor gehandicapten waarvan het programma-cijfer met betrekking tot het aantal bedden en plaatsen op 3,1 voor duizend inwoners vastgesteld wordt.

In dit cijfer zijn de bedden en plaatsen van de in artikel 1 bedoelde instellingen inbegrepen. Zijn niet inbegrepen, de behoeften aan bedden voor meerderjarige ernstig en zwaar mentaal gehandicapten die, voorlopig, op 0,3 voor duizend inwoners geraamd kunnen worden.

Art. 13. Voor het opmaken van het programma, wordt tegelijk rekening gehouden met de bestaande bedden en plaatsen, met de specifieke behoeften van de zones in de behoeften waarvan voorzien moet worden, om zo de kosten voor de verschillende categorieën gehandicapten te dekken.

Onder zone in de behoeften waarvan voorzien moet worden, wordt verstaan een geografisch geheel dat de Franse Gemeenschap zou kunnen moeten bepalen volgens door haar vastgestelde criteria.

Art. 14. § 1. De Commissie voor Programmatie en Advies is samengesteld uit :

- a) 5 vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de instellingen voor gehandicapten;
- b) 5 vertegenwoordigers van de organisaties die de personen vertegenwoordigen die werken in de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;
- c) 5 vertegenwoordigers van de gehandicapten of verenigingen van gehandicapten;
- d) 3 leden van de Administratie die belast is met het beheer van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;
- e) 3 leden van de Administratie die belast is met het medisch toezicht in de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

De in de leden a, b, c hierboven bedoelde leden worden benoemd door de Minister op een dubbele lijst voorgesteld door de verenigingen, de representatieve organisaties, de bonden en de betrokken groepen, voor een vernieuwbare termijn van vier jaar.

Indien een in de leden a, b, c aangesteld lid tijdens zijn mandaat de hoedanigheid verliest van mandaathouder van de organisatie die hem heeft voorgedragen, wordt hij vervangen volgens dezelfde aanstellingswijze op aanvraag van die organisatie. Het lid benoemd ter vervanging van een ander, beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

De in de leden d en e bedoelde leden worden aangesteld door de Executieve, die hen ieder ogenblik kan doen vervangen.

§ 2. Kunnen van rechtswege, met adviserende stem, de vergaderingen van de Commissie bijwonen :

- a) 1 vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake de gehandicapte personen behoort;
- b) 1 vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid het buitengewoon onderwijs behoort;
- c) 1 vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid de ziekenhuis- en medisch-sociale infrastructuur behoort;
- d) 1 vertegenwoordiger van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;
- e) de voorzitter van de Gemeenschapsraad van advies voor gehandicapte personen;
- f) 1 vertegenwoordiger van de provinciale overheid.

Art. 15. De Voorzitter, de twee ondervoorzitters, de secretaris en de adjunct-secretaris van de Commissie worden door de Minister benoemd uit de leden vermeld in artikel 14, § 1.

Deze personen maken het Bureau van de Commissie uit.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast, dat aan de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Art. 16. De Commissie voor Programmatie en Advies heeft als opdracht :

- 1° aan de Minister het in artikel 12 van dit besluit bedoelde programma voor te stellen;
- 2° te beoordelen of de erkenning en de toekenning van beginselakkoorden voor het bouwen, het verbouwen of het uitrusten van nieuwe instellingen voor gehandicapten bedoeld in artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, deel uitmaken van het programma voor instellingen voor gehandicapten bedoeld in artikel 12 van dit besluit;
- 3° aan de Minister een advies te geven over alle gegevens met betrekking tot de huisvesting en tot de diensten, inzonderheid over :
 - het bezettingspercentage van de instellingen en zijn evolutie;
 - de goedkeuring, de intrekking of de wijziging van de erkenning;
 - de nadere regels voor de overheveling en de wederaanwijzing van het personeel van de instellingen;
 - de organisatie van de medisch-sociaal-pedagogische ploegen en van de diensten voor plaatsing in gezinnen;
- 4° aan de Minister een advies te geven met betrekking tot de klachten betreffende de werking van de instellingen en de nadelen die de gehandicapte personen eventueel zouden hebben geleden;
- 5° aan de Minister een advies te geven over alle bestaande behoeften inzake hulp aan de gehandicapte personen en over de middelen om in hierin te voorzien.

TITEL IV. — Aanvraag om tegemoetkoming van het Fonds

HOOFDSTUK I. — Nadere regels voor de indiening van de aanvragen

Art. 17. De aanvraag bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 moet bij de Gouverneur van de Provincie van de woonplaats van de gehandicapte persoon ingediend worden voordat de betrokkene geplaatst en/of ten laste wordt genomen.

De toestemming in een aanvraag die ingediend wordt nadat de betrokkene geplaatst en/of ten laste is genomen, kan niet eerder uitwerking hebben dan vanaf de tiende dag die aan de indiening van de aanvraag voorafgaat.

Art. 18. De aanvraag wordt ingediend door de gehandicapte persoon, door zijn wettelijke vertegenwoordiger of door de persoon die belast is met de bewaring van de gehandicapte persoon, door een persoon die speciaal gemachtigd wordt door de ouders of/de persoon die werkelijk belast is met de bewaring van de gehandicapte, of door de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of door de jeugdrechter.

Art. 19. De aanvraag vermeldt :

- 1° de naam, voornamen, de geboorteplaats en -datum, de burgerlijke stand, de woonplaats en de nationaliteit van de gehandicapte persoon voor wie de tegemoetkoming van het Fonds wordt aangevraagd;
- 2° de naam, voornamen en het advies van de aanvrager;
- 3° het nauwkeurige voorwerp van de aanvraag;
- 4° voor de gehandicapte personen die kinderbijslag genieten, de naam en het adres van de instelling die deze uitbetaalt;
- 5° de aard en het bedrag van de inkomsten en de gezinslasten van de gehandicapte personen.

De aanvraag wordt door de aanvrager ondertekend.

Art. 20. De plaatsing van de gehandicapte personen geschiedt op grond van een rapport uitgebracht door een gespecialiseerd centrum erkend door de Minister overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Executieve van 10 mei 1984 houdende erkenning van de gespecialiseerde diensten die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen op grond waarvan de gehandicapte personen worden geplaatst, tot bepaling van de criteria waaraan voornoemd rapport moet voldoen.

Het rapport moet op een nauwkeurige wijze het type en het niveau van de handicap bepalen, moet aantonen dat de plaatsing onontbeerlijk is en moet de tegemoetkomingen nauwkeurig rechtvaardigen op grond van het belang van de gehandicapte personen.

Dit rapport moet periodiek opnieuw geëvalueerd worden.

Ingeval de plaatsing door het rapport niet noodzakelijk bevonden wordt, verwijzen de centra de aanvrager naar een begeleidingsdienst. De Executieve stelt de criteria vast waaraan die diensten moeten voldoen.

Art. 21. Elke wijziging van de aard of van de ernst van de handicap die een wijziging van het type van tegemoetkoming met zich brengt, wordt onderworpen aan de goedkeurings- en controleprocedure bedoeld in artikel 20.

Art. 22. De aanvraag is ontvankelijk voor zover ze samen met alle inlichtingen en bewijsstukken die noodzakelijk zijn voor het onderzoek ervan, ingediend wordt.

HOOFDSTUK II. Procedure voor het beroep tegen het besluit van de provinciegouverneur

Art. 23. Het beroep bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1987, vermeldt :

1. de naam, voornamen en woonplaats van de persoon voor wie de tegemoetkoming van het Fonds aangevraagd werd;
 2. de naam, voornamen, de hoedanigheid en de woonplaats van de verzoeker;
 3. de datum van het besluit van de gouverneur;
 4. de tot staving van het verzoek aangevoerde redenen.
- Het beroep wordt door de verzoeker ondertekend.

Art. 24. De Minister zendt het volledige dossier door aan de Adviserende Commissie bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1987. De verzoeker kan, binnen de door de Commissie vastgestelde termijn, het dossier raadplegen en een toelichtende memorie indienen.

Hij wordt door de Commissie gehoord als hij daarom verzoekt en kan zich doen bijstaan door een persoon van zijn keuze.

De Commissie stelt dag en uur hiervoor vast en verwittigt de betrokkene bij een ter post aangetekende brief.

HOOFDSTUK III. — Nadere regels voor de herziening van het besluit van de provinciegouverneur in geval van wijziging van de toestand van de gehandicapte persoon

Art. 25. De aanvraag om herziening bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1987, wordt ingediend binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de toestand van de gehandicapte persoon zich wijzigde.

De herziening heeft uitwerking met ingang van deze datum. Als de aanvraag na de voormelde termijn ingediend wordt, heeft de herziening uitwerking ten vroegste met ingang van de eerste dag van de derde maand die aan de datum van indiening van de aanvraag voorafgaat.

Art. 26. De aanvraag wordt, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de gouverneur van de provincie waar de gehandicapte persoon zijn wettelijke woonplaats heeft. De gouverneur doet zich het volledige dossier overzenden, indien het besluit dat herzien moet worden door gouverneur van een andere provincie werd genomen.

Art. 27. De aanvraag wordt ingediend door de gehandicapte persoon, door zijn wettelijke vertegenwoordiger of door de persoon die belast is met de bewaring van de gehandicapte persoon, door een persoon die speciaal gemachtigd wordt door de ouders of de persoon die werkelijk belast is met de bewaring van de gehandicapte, door de directeur van de instelling die hem herbergt of door de Voorzitter van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn of door de jeugdrechter.

Art. 28. De aanvraag om herziening vermeldt :

1. de naam, voornamen, geboorteplaats- en datum, de burgerlijke stand en de woonplaats van de gehandicapte persoon voor wie de tegemoetkoming van het Fonds werd aangevraagd;
 2. de naam, voornamen, hoedanigheid en het advies van de aanvrager;
 3. het nauwkeurige voorwerp van de aanvraag om herziening.
- Zij wordt door de aanvrager ondertekend.

Art. 29. De aanvraag om herziening wordt samen met de bewijsstukken die nodig zijn voor het onderzoek ervan, ingediend.

Art. 30. De bepalingen van artikel 20 van dit besluit zijn toepasselijk op de aanvraag om herziening.

Art. 31. De herzieningsbeslissingen worden onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 5 en 7 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1987.

TITEL V. — Nadere regels voor de tegemoetkoming van het Fonds

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Art. 32. De kosten van huisvesting, onderhoud, behandeling en opvoeding van de gehandicapten bedoeld in artikel 3, § 1 van het voormelde koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967, vallen ten laste van het Fonds volgens de hierna bepaalde nadere regels.

Art. 33. Voor de verstrekkingen geleverd ten gunste van de begunstigden van het Fonds die de instellingen opnemen, worden aan deze instellingen :

- forfaitaire toelagen;
- de terugbetaling van diverse reële kosten toegekend.

HOOFDSTUK II. — De forfaitaire toelagen

Afdeling I. — Andere instellingen dan de diensten voor plaatsing in gezinnen

Art. 34. De andere erkende instellingen dan de diensten voor plaatsing in gezinnen, genieten een jaarlijkse forfaitaire toelage en een dagelijkse forfaitaire toelage.

Onderafdeling I. — De jaarlijkse forfaitaire toelage

Art. 35. Het aantal begunstigden van het Fonds dat in aanmerking genomen dient te worden voor de berekening van de jaarlijkse forfaitaire toelage toegekend aan de instelling, wordt vastgesteld door de Minister op grond van de gemiddelde bezetting van het vorige kalenderjaar.

Onder gemiddelde bezetting dient verstaan te worden, het totaal van de dagen van werkelijke bekostiging door de instelling tijdens het referentiejaar, gedeeld door 365.

Wanneer een begunstigde de instelling gedurende het vorige kalenderjaar verlaat en niettemin de begeleiding van de instelling blijft genieten, kunnen de dagen die tot het einde van dat jaar nog in aanmerking komen, in de boeken opgenomen worden, maar niet de dagen van de persoon die eventueel de plaats zou bezetten die door het vertrek van de betrokkene vrij zou zijn gelaten.

Art. 36. § 1. De jaarlijkse forfaitaire toelage omvat :

- een werkingstoelage;
- een toelage voor de kosten van het opvoedend personeel.

§ 2. De werkingstoelage is bestemd voor het dekken van de werkingskosten, de kosten voor het betrekken van gebouwen, voor de afschrijving van gebouwen die eigendom van de instelling zijn, voor de afschrijving van het meubilair en het medisch en niet-medisch materieel, alsmede de kosten voor het directie-, administratief, sociaal en arbeiderspersoneel.

Ze is verschillend naargelang van het stelsel van de instelling en het aantal begunstigden dat voor de berekening van de toelage in aanmerking komt.

Ze belooft :

- 200 000 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 175 000 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60;
- 130 000 frank voor de semi-internaten en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 110 000 frank voor de semi-internaten en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60.

Bij gebrek aan een sectorovereenkomst over de normen inzake niet-opvoedend personeel, gesloten binnen de drie maanden die volgen op de verschijning van dit besluit, stelt de Minister de minimumnormen van dat personeel vast binnen de perken van de forfaitaire toelage bedoeld in deze paragraaf op grond van de minimumnormen vermeld in bijlage VII.

§ 3. De toelage voor de kosten voor het opvoedend personeel wordt, rekening houdend met een gemiddelde jaarlijkse bezoldiging, vastgesteld als volgt :

- psychologen, paramedisch en bijzonder personeel : 688 383 frank;
- opvoeders klassen I en IIA en hoofdopvoeders : 580 000 frank;
- opvoeders klassen IIB en III en kinderverzorgsters en ermee gelijkgestelde mensen : 482 685 frank;
- groepschefs : 678 043 frank.

Deze bedragen worden verhoogd met de werkgeverslasten en de aanvullende lasten die forfaitair vastgesteld worden op 50 ten honderd van de gemiddelde jaarlijkse bezoldigingen, behalve voor het personeel van de instellingen die afhangen van de gedecentraliseerde overheidsbesturen waarvoor de werkgeverslasten vastgesteld worden in verhouding tot de werkelijk betaalde lasten.

Deze toelage voor de kosten voor het opvoedend personeel wordt berekend op grond van de begeleidingscoëfficiënten vastgesteld op grond van de categorie van de handicap en van het stelsel van de instelling vermeld in bijlage II van dit besluit.

Ze is verdeeld als volgt :

- 100 % van de coëfficiënt voor de semi-internaten voor niet-schoolgaande minderjarigen;
- 85 % van de coëfficiënt voor de dagcentra;
- 78 % van de coëfficiënt voor de tehuizen voor volwassen niet-werkenden, te weten de bezigheidstehuizen en nursing;
- 74 % voor de internaten en voor de tehuizen voor werkende volwassenen;
- 70 % van de coëfficiënt voor de semi-internaten voor schoolgaande minderjarigen en voor de semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande minderjarigen.

§ 4. De jaarlijkse forfaitaire toelage maakt de enveloppe van de instelling uit. Deze enveloppe wordt vooruit uitbetaald in verhouding met één twaalfde per maand.

Onderafdeling II. — De dagelijkse forfaitaire toelage

Art. 37. § 1. Er wordt een dagelijkse forfaitaire toelage, bestemd voor het dekken van de persoonsgebonden kosten, toegekend aan de instelling per dag aanwezigheid van de begunstigden. Ze wordt uitbetaald op grond van driemaandelijke opgaven.

Ze wordt vastgesteld als volgt :
— instellingen met een internaatstelsel :

RUBRIEKEN	BEGUNSTIGDEN			
	van 0 tot 3 jaar	van 3 tot 12 jaar	van 12 jaar en meer	van + dan 12 jaar werkenden
Voeding	115,31	115,31	142,76	163,35
— inrichtingen met minder dan 30 bedden	101,58	101,58	129,03	149,82
— inrichtingen met 30 bedden en meer	13,73	35,89	43,93	43,93
Kleding	19,22	19,22	19,22	19,22
Was	—	1,37	1,37	1,37
Herstellen van schoenen	1,37	1,37	1,37	1,37
Gewone pharmaceutische kosten	5,49	5,49	5,49	5,49
Toiletbenodigheden en kapper	2,75	13,73	19,22	19,22
Educatieve activiteiten	—	2,75	2,75	2,75
Eredienst of lekenmoraal	16,47	16,47	16,47	16,47
Diversen	—	—	—	—
Totalen :				
— inrichtingen met minder dan 30 erkende bedden	174,34	211,40	252,58	273,17
— inrichtingen met 30 erkende bedden en meer	160,61	197,67	238,85	259,44

— instellingen met een semi-internaat-stelsel :

	Gehandicapten in de leeftijd van					
	0 tot 3 jaar		3 tot 12 jaar		12 jaar en meer	
	schoolg.	niet schoolg.	schoolg.	niet schoolg.	schoolg.	niet schoolg.
Voeding F						
Inrichtingen met minder dan 30 plaatsen	109,82	109,82	112,56	112,56	120,80	120,80
Inrichtingen met 30 plaatsen en meer	98,83	98,83	101,58	101,58	109,82	109,82
Was	4,12	4,12	3,43	3,43	3,43	3,43
Gewone farmaceutische kosten	1,37	1,37	1,37	1,37	1,37	1,37
Educatieve activiteiten	1,37	2,75	5,49	10,98	8,92	17,85
Totaal						
Inrichtingen met minder dan 30 plaatsen	116,68	118,06	122,85	128,34	134,52	143,45
Inrichtingen met 30 plaatsen en meer	105,69	107,07	111,87	117,36	123,54	132,47

§ 2. Het bedrag van de bijdrage bedoeld in het besluit van de Executieve van 25 juli 1983 houdende vaststelling van de bijdrage van de gehandicapten ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst in de instellingen van de Franse Gemeenschap, wordt afgetrokken van de dagelijkse forfaitaire toelage waarvan sprake in § 1. Dat bedrag wordt ingehouden op grond van de aanwezigheidsdagen vermeld op de driemaandelijke opgaven.

§ 3. Wanneer het totaal van de dagelijkse forfaitaire toelagen met betrekking tot de persoonsgebonden kosten lager is dan het totaal van de bijdragen van de gehandicapten geplaatst in de instelling, wordt wat te veel is ontvangen teruggevorderd.

Afdeling II. — Diensten voor plaatsing in gezinnen

Art. 38. § 1. De door het Fonds erkende diensten voor plaatsing in gezinnen kunnen, per dag en per begunstigde, de dagprijs krijgen die aan de opvanggezinnen te betalen is, alsmede een toelage voor werkingskosten en een toelage voor personeelskosten.

§ 2. De werkelijk aan de opvanggezinnen te betalen dagprijs wordt, per begunstigde, vastgesteld als volgt :

- 376,12 frank voor elke begunstigde die minder dan drie jaar oud is;
- 400,83 frank voor elke begunstigde die tussen drie jaar en minder dan twaalf jaar oud is;
- 428,26 frank voor elke begunstigde die twaalf jaar en meer oud is.

De dagelijkse toelagen worden verhoogd met :

- 123,54 frank voor elke zwaar mentaal gehandicapte, voor elke gehandicapte getroffen door motorische stoornissen van de B-groep of door zware karakterstoornissen;
- 98,09 frank voor elke matig mentaal gehandicapte, voor elke gehandicapte getroffen door lichte karakterstoornissen of door motorische stoornissen van de A-groep of door zware gezichtsstoornissen;
- 68,64 frank voor elke licht mentaal gehandicapte of getroffen door zware gehoors- of spraakstoornissen.

De A-groep van de motorisch gehandicapten omvat de gehandicapten getroffen door motorische stoornissen, dysmelie, kinderverlamming, skeletafwijkingen en afwijkingen van de ledematen.

De B-groep van de motorisch gehandicapten omvat de gehandicapten getroffen door hersenverlamming, sclerose multiplex, spinabifida en myopathie.

De aanvraag om verhoging wordt aan het Fonds gericht en samen met alle bewijsstukken ingediend.

§ 3. De werkingskosten van de dienst geven aanleiding tot een forfaitaire dagelijkse toelage van 96,00 frank per begunstigde, die onder meer alle reis- en verblijfskosten van het personeel omvat.

§ 4. De personeelskosten omvatten de bezoldigingen berekend volgens de bepalingen van bijlage III van dit besluit, die de wijze bepalen waarop toelagen aan de diensten voor plaatsing in gezinnen toegekend worden.

HOOFDSTUK III. — Terugbetaling van diverse reële kosten

Afdeling I. — Gezondheidsverstrekkingen onder het stelsel van het internaat en van de plaatsing in gezinnen

Art. 39. De kosten van de farmaceutische specialiteiten die noodzakelijk zijn voor een voortgezette bijzondere behandeling, kunnen terugbetaald worden boven de forfaitaire dagprijs met de toestemming van het Fonds, volgens het basiscijfer vastgesteld door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, na aftrek van de terugbetaling ten laste van de verzekeringsinstelling.

Art. 40. § 1. Behalve in spoedgevallen, worden de bijzondere onderzoeken, het verblijf in een verzorgingsinstelling, de chirurgische ingrepen en het gebruik van materieel van osteosynthese, aan de voorafgaande goedkeuring van het Fonds onderworpen. Deze kosten worden door het Fonds terugbetaald ten belope van :

a) de forfaitaire dagprijs bepaald bij toepassing van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, na aftrek van de terugbetaling ten laste van de verzekeringsinstelling;

b) de prijs vermeld op de basistarieven bepaald door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, na aftrek van de terugbetaling ten laste van de verzekeringsinstelling.

§ 2. In uitzonderlijke gevallen kunnen de verstrekkingen voor revalidatie verricht worden in het voordeel van een begunstigde van het Fonds, hetzij door revalidatiecentra, hetzij door een medisch of paramedisch personeel bedoeld bij de wet van 16 april 1963 betreffende het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen. Ze worden onderworpen aan de voorafgaande toestemming van het voormelde Fonds.

De kosten van deze verstrekkingen worden terugbetaald door het Fonds onder de voorwaarden en ten belope van de prijs vastgesteld door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen.

Art. 41. § 1. Het Fonds kan orthopedische en akoestische prothesen en rolstoelen terugbetalen na gunstig advies van de dienst voor prothesen. De herstellingskosten kunnen, mits overlegging van de facturen, ten laste worden genomen door het Fonds.

§ 2. Tandprothesen, brillen en andere oogprothesen kunnen door het Fonds worden terugbetaald na gunstig advies van de Algemene Inspectie voor de curatieve geneeskunde. De herstellingskosten kunnen eveneens ten laste worden genomen tegen de door een faktuur vastgestelde prijs.

§ 3. De kosten van de zowel bewarende als Herstellende tandverzorging kunnen door het Fonds worden terugbetaald tegen de prijs die als basis dient voor de terugbetaling van de gezondheidsverstrekkingen die aanleiding geven tot de tegemoetkoming van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Afdeling II. — Reiskosten onder het stelsel van het internaat

Art. 42. § 1. Het Fonds betaalt de reiskosten terug van zijn begunstigten en van de personen die ze begeleiden, als ze niet alleen kunnen reizen, wanneer ze in een andere instelling of een ander tehuis overgebracht moeten worden of buiten de instelling verzorgd moeten worden.

De terugbetaling geschiedt naar verhouding van de reële uitgaven en na overlegging van een voor waar en oprecht bevestigde verklaring, behoorlijk gedateerd en ondertekend door de aanvrager.

§ 2. In geval van gebruik van een voertuig door gehandicapte persoon, en eventueel door de persoon die hem begeleidt, voor de reizen bedoeld in § 1, betaalt het Fonds de reiskosten terug op grond van een fiskale kracht van de wagen, beperkt tot 11 pk, en volgens het cijfer bepaald voor het personeel van de Ministeries door het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Afdeling III. — Vervoerkosten onder het stelsel van het semi-internaat

Art. 43. Er worden vergoedingen voor het vervoer van de begunstigten van het Fonds, geplaatst onder het stelsel van het semi-internaat, toegekend aan de instellingen volgens de hierna vermelde nadere regels :

1° Voor zover de instellingen een collectieve vervoerdienst organiseren, worden de vervoerkosten veroorzaakt door de onder het stelsel van het dagcentrum geplaatste begunstigten om zich te begeven van hun verblijfplaats naar de instelling en omgekeerd, in aanmerking genomen ten belope van maximaal 102 frank per dag voor het onderhoud ten laste van het Fonds.

2° De vervoerkosten veroorzaakt door de begunstigten geplaatst onder het stelsel van het semi-internaat voor niet-schoolgaande minderjarigen worden in aanmerking genomen ten belope van de werkelijk gedane uitgaven.

3° De vervoerkosten veroorzaakt door de begunstigten geplaatst onder het stelsel van het semi-internaat voor schoolgaande minderjarigen en onder het stelsel van het semi-internaat voor schoolgaande en niet-schoolgaande minderjarigen, om zich te begeven van hun verblijfplaats naar de instelling en omgekeerd, worden in aanmerking genomen ten belope van maximaal 163,2 frank per dag van collectieve vervoerdienst georganiseerd door de instelling.

Voor de schoolgaande gehandicapten wordt de vergoeding voor vervoerkosten beperkt tot de dagen die in de instelling doorgebracht worden gedurende de schoolverlof- en vakantiedagen.

4° In alle gevallen geschiedt de toekenning van vergoedingen voor vervoerkosten mits overlegging van de bewijsstukken.

5° De keuze van de wijze van vervoer en de voorwaarden waaronder dit geschiedt, rusten op de verantwoordelijke van de instelling, onverminderd de inachtneming van de algemene bepalingen met betrekking tot het vervoer van personen. De duur van het vervoer mag niet één uur overschrijden, zowel voor de heenreis als voor de terugreis.

6° De Minister stelt de nadere regels vast voor de procedure die gevolgd dient te worden voor het bekomen van deze vergoedingen.

Afdeling IV. — Bijkomende kosten voortvloeiend uit een vakantieverblijf onder het stelsel van het internaat

Art. 44. De erkende instellingen die onder het stelsel van het internaat werken, kunnen, buiten hun eigen installaties en onder hun verantwoordelijkheid, vakantieverblijfsperioden organiseren voor de begunstigden van het Fonds. Het programma van deze vakantieperioden wordt aan het Fonds uiterlijk één maand voor het begin hiervan medegedeeld.

Art. 45. De dagelijkse forfaitaire toelage toegekend aan de instelling wordt verhoogd met het bedrag van de behoorlijk bewezen bijkomende kosten voortvloeiend uit vakantieverblijfsperioden, tot een maximum van 274,54 frank per dag en per persoon en van dertig dagen per jaar.

De dertig vakantiedagen kunnen gesplitst worden in drie perioden waarvan één in de maanden juli en augustus plaatsvindt.

De vervoerkosten die naar aanleiding van de vakantie in aanmerking kunnen komen, zijn beperkt tot deze die voortvloeien uit reizen die op het nationaal grondgebied plaatsvinden.

TITEL VI. — Controle

Art. 46. § 1. De instellingen erkend bij uitvoering van titel II van dit besluit voeren een boekhouding volgens het in bijlage VI vermelde model.

§ 2. De aanvangsbalans van elke instelling wordt aan de Minister voorgelegd binnen de zes maanden na de bekendmaking van het uittreksel van hun erkenningsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. De rekeningen en de balans worden jaarlijks aan de Minister doorgezonden alsmede de rapporten van de behoorlijk gemachtigde bedrijfsrevisoren of commissarissen van de rekeningen.

§ 4. De titels die van de personeelsleden vereist zijn op grond van de in bijlage IV vermelde kwalificaties, moeten aan de Administratie overgezonden worden.

Art. 47. De inspectiediensten hebben als opdracht de naleving van de erkennings-, werkings- en personeelsnormen te controleren op grond van de in bijlage IV vermelde kwalificaties. Ze controleren de werkmethode en de kwaliteit van de diensten en prestaties van alle aard. Ze vergewissen zich van de naleving van de regels inzake toekenning en aanwending van de toelagen verleend door de overheid en zien de rekeningen en boeken na.

Periodiek evalueren de inspectiediensten de medisch-sociaal-pedagogische ontwerpen van elke instelling.

Elke belemmering van de uitvoering van de opdrachten van de inspectiediensten kan de intrekking van de erkenning tot gevolg hebben.

TITEL VII. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 48. Het totaal van de toelagen voortvloeiend uit de bepalingen van dit besluit wordt beperkt wegens toelagen gestort aan de instelling door overheidsbesturen of door werken die toelagen van deze overheidsbesturen krijgen.

Er wordt met die toelagen alleen rekening gehouden voor zover zij toegekend worden om de uitgaven te dekken die in aanmerking komen voor de bepaling van de enveloppe.

Art. 49. De Minister corrigeert en vordert van ambtswege de toelagen terug die toegekend zijn krachtens dit besluit op grond van onjuiste of niet verantwoorde verklaringen van de instellingen.

Art. 50. De in dit besluit vastgestelde bedragen zijn verbonden aan de referentieindex 114,20 van de consumptieprijzen.

Ze worden berekend op grond van de spilindex 274,39 (rang 51) van de consumptieprijzen die overeenstemt met een verhoging van 274,54 %.

De Executieve beslist over de aanpassingen voor de latere jaren.

De weddeschalen en de diverse toelagen vermeld in de bijlage van dit besluit zijn 100 %-bedragen.

TITEL VIII. — Opheffingsbepalingen

Art. 51. Opgeheven worden :

1° Het ministerieel besluit van 18 augustus 1976 tot bepaling van het aantal afwezigheidsdagen van sommige begunstigden van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

2° Het koninklijk besluit van 11 juli 1980 tot vaststelling, voor de Franse Gemeenschap, van een programma tot subsidiëring en erkenning van instellingen voor gehandicapten.

3° Het besluit van de Executieve van 22 december 1983 tot bepaling van de regels die nageleefd dienen te worden voor de erkenning, de organisatie en de werking van de instellingen bestemd voor het opnemen van gehandicapten die geïmpaird zijn ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, alsmede voor de subsidiëring van de kosten van huisvesting, onderhoud, opvoeding en behandeling van de begunstigden van genoemd Fonds, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 10 september 1985 en van 25 juni 1986, met uitzondering van artikel 10.

4° Het besluit van de Executieve van 10 september 1985 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van vergoedingen voor het vervoer van begunstigde personen die onder het stelsel van het semi-internaat geplaatst zijn ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

TITEL IX. — Overgangsbepalingen**HOOFDSTUK I. — De erkende capaciteit**

Art. 52. De Minister bepaalt de erkende capaciteit. Deze kan geenszins hoger zijn dan 20 % van de bezetting van de instelling; voor het jaar 1987, dient de gemiddelde bezetting van 1986, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit, tot referentie.

Art. 53. De Minister beslist over elke nieuwe erkenning en over elke wijziging van het stelsel en van instelling op grond van de behoeften van de sector en rekening houdend met de ter beschikking staande begrotingsmiddelen, na advies van de Commissie voor Programmatie en Advies.

HOOFDSTUK II. — Bepaling van de jaarlijkse enveloppe

Art. 54. § 1. De instellingen die voor 1987 over een enveloppe beschikken die lager is dan het bedrag van de vaste kosten toegekend voor 1986 krijgen een enveloppe die vastgesteld wordt op minstens 95 % van de vaste kosten van 1986.

De instellingen die voor 1987 beschikken over een enveloppe die lager is dan het bedrag van de vaste kosten toegekend voor 1986, maar waarvan de gemiddelde bezetting in 1986 berekend op de gehele opgenomen bevolking lager was dan 80 % van de erkende capaciteit, krijgen een enveloppe die vastgesteld wordt op minstens 90 % van de vaste kosten van 1986.

De instellingen die voor 1987 beschikken over een enveloppe die hoger is dan het bedrag van de vaste kosten toegekend in 1986, krijgen een enveloppe die beperkt wordt tot 110 % van die vaste kosten.

De Minister bepaalt voor elke instelling het bedrag van de vaste kosten 1986 voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 2. Het getal 80 vanaf hetwelk het bedrag van de werkingstoelage bedoeld in artikel 36, § 2 verschilt, wordt voor 1987 vastgesteld in verhouding met de gemiddelde bezetting in 1986, zoals deze bepaald is in artikel 35 van dit besluit.

§ 3. De verhoging van de erkende capaciteit of de erkenning van nieuwe instellingen in 1987 kan aanleiding geven tot toelagen voor bijkomend ten laste opgenomen personen.

Voor de bijkomend in 1987 ten laste opgenomen personen wordt de jaarlijkse forfaitaire toelage, overeenkomstig de bepalingen van artikel 36, § 2, berekend op grond van de werkelijke bezetting in 1987.

Art. 55. § 1. Voor de bepaling van de toelage voor de kosten voor het opvoedend personeel bedoeld in artikel 36, § 3, wordt rekening gehouden met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar.

Er zal een correctie van dit gemiddelde, op grond van de reële geldelijke anciënniteit, verricht worden in de loop van het jaar 1987.

§ 2. Voor de bepaling van de enveloppe 1987 van de instellingen, wordt bovendien rekening gehouden, wat de opvoeders betreft, met de volgende verdeling :

- 49,17 % opvoeders klassen I en IIA en hoofdopvoeders;
- 50,83 % opvoeders klassen IIB en III en kinderverzorgsters en ermee gelijkgestelden.

Er zal ook een rectificatie van dit percentage verricht worden op grond van de reële toestand in de loop van het jaar 1987.

§ 3. De werkelijke verstrekkingen van de geneesheren zullen in 1987 integraal in aanmerking worden genomen, zonder dat ze echter de toelagen zullen overschrijden die hun in 1986 toegekend werden.

Art. 56. Tenzij anders wordt bepaald vóór 31 december 1987, zijn de artikelen 54 en 55 ook toepasselijk voor de bepaling van de enveloppe voor 1988, maar er zal echter rekening worden gehouden met de gemiddelde bezetting in 1987, zoals deze bepaald is in artikel 35 van dit besluit.

TITEL X. — Slotbepalingen

Art. 57. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

Art. 58. De Minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake gehandicapte personen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 februari 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve,

De Minister-Voorzitter,

Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

BIJLAGEN

Bijlage I

HOOFDSTUK I. — *Personeelskosten onder het stelsel van het internaat*

I. § 1. De wettelijke werkgeverslasten en de bijkomende voordelen worden samen en forfaitair, voor de internaten en de tehuizen, vastgesteld op 50 % van de gemiddelde jaarlijkse bezoldigingen zoals bedoeld in artikel 36, § 3.

§ 2. De bijkomende voordelen bedoeld in § 1 omvatten uitsluitend :

1. een bijzondere jaarlijkse toelage van een maximaal bedrag van 9 600 F, niet gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, uit te betalen bij maandelijks schijven van maximaal 800 F, toegekend aan de hierna opgesomde personeelsleden. De personeelsleden die deeltijdse prestaties leveren genieten deze toelage in verhouding tot de geleverde prestaties en rekening houdend met de normen voor het subsidieerbare personeel.

a) opvoedend personeel :

- opvoeder-groepschef;
- hoofdopvoeder;
- opvoeder klasse 1;
- opvoeder klasse 2;
- opvoeder klasse 2A;
- opvoeder klasse 2B;
- opvoeder klasse 3;

b) administratief en onderhoudspersoneel :

- klerk;
- klerk-stenotypiste;
- opsteller;
- huismeester;
- boekhouder klasse 1;
- boekhouder klasse 2;
- kopiïst A2;
- technicus in elektronica A2;
- kopiïst A3;
- technicus in elektronica A3;
- technicus (voor het nazicht van de toestellen);
- klinisch laboratoriumhulp;
- werkmans 1e categorie;
- werkmans 2e categorie;
- werkmans 3e categorie;
- werkmans 4e categorie;
- werkmans 5e categorie;

c) bijzondere functies :

- kinderverzorgster;
- ziekenoppasser;
- gezins- en gezondheidshulpster.

2. Een weddetoeslag van 50 % op grond van de gesubsidieerde uurwedde, verleend tot hoogstens 11 uur per zondag, voor de prestaties verricht op zondag door de hierna vermelde personeelsleden :

a) opvoedend personeel :

- opvoeder-groepschef;
- hoofdopvoeder;
- opvoeder klasse 1;
- opvoeder klasse 2;
- opvoeder klasse 2A;
- opvoeder klasse 2B;
- opvoeder klasse 3.

b) onderhoudspersoneel :

- werkmans 1e categorie;
- werkmans 2e categorie;
- werkmans 3e categorie;
- werkmans 4e categorie;
- werkmans 5e categorie;

c) bijzondere functies :

- maatschappelijk assistent;
- gegradueerde in de verpleegkunde;
- brevethouder in de verpleegkunde;
- kinderverzorgster;
- ziekenoppasser;
- gezins- en gezondheidshulpster.

De maximumduur van de prestaties die voor elke zondag in aanmerking wordt genomen, wordt tot 18 uur beperkt, rekening houdend met het geldende zondagstelsel, vastgesteld op grond van het aantal gehandicapten die op de bewuste dag aanwezig zijn.

3. Een vergoeding voor onregelmatige prestaties gedurende de nacht, toegekend aan de gegradueerden en brevethouders in de verpleegkunde. Het bedrag van deze vergoeding wordt op 20 % van het uurloon vastgesteld, maar het maandelijks totaal kan 10 % van het loon van de betrokkene niet overschrijden.

4. Een bijzondere dagelijkse forfaitaire vergoeding van 500 F, niet gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, uitbetaald aan de personeelsleden die de begunstigen begeleiden, om hun reële bijkomende lasten te dekken gedurende een vakantieverblijf georganiseerd door een inrichting, die recht geven op de beperkte terugbetaling van de gedane kosten. Met uitzondering van de eerste en de laatste vakantiedag, kan die vergoeding alleen voor elke aanwezigheidsperiode van 24 uur per dag in het vakantiecentrum toegekend worden.

— De toekenning van die dagelijkse forfaitaire vergoeding wordt beperkt tot maximaal dertig dagen voor elke begeleider.

— de werkgeverslasten met betrekking tot het personeel van de instellingen die onder de gedecentraliseerde overheidsbesturen ressorteren, worden vastgesteld op basis van de lasten die werkelijk betaald zijn op grond van de brutobezoldigingen berekend volgens de in bijlage V vermelde weddeschaal.

5. Een eindejaarstoelage berekend volgens de bepalingen die van kracht zijn voor de Rijksambtenaren.

II. Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, komen alleen in aanmerking de voltijdse diensten werkelijk gepresteerd in instellingen erkend krachtens het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, alsmede in inrichtingen erkend in toepassing van de artikelen 66 en 67 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

— Deze diensten worden pas in aanmerking genomen vanaf de datum waarop een personeelslid de in bijlage IV vastgestelde leeftijd bereikt en onder de voorwaarde dat het toen in het bezit was van het diploma vereist voor de uitoefening van die functie.

De personeelsleden die, voor 1 januari 1984, aangeworven zijn in de instellingen en inrichtingen bedoeld in het eerste lid, behouden het genot van de geldelijke anciënniteit die hun officieel werd erkend door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten of door de Dienst voor de jeugdbescherming.

Voor zover zij voldoen aan de leeftijds- en diplomavorwaarden bedoeld in lid 2, kunnen de personeelsleden die gedeeltelijke prestaties verrichten, naar verhouding van het volume van de verrichte prestaties, de bezoldigingsverhogingen genieten die hun verschuldigd zijn op grond van hun anciënniteit verworven in de instellingen of inrichtingen bedoeld in het eerste lid.

Ingeval een persoon meerdere deeltijdse functies ten laste van de overheid bekleedt, worden ze gedekt door de dagprijs naar verhouding van de duur van een volledig uurrooster.

Het door de betrokkenen te leveren bewijs van de gepresteerde diensten vloeit voort uit de stortingen aan een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas. Elk ander bewijsstuk kan door de bevoegde diensten geëist worden.

III. § 1. De helft van de overeenkomstig het vorige artikel erkende anciënniteit wordt in aanmerking genomen voor elk personeelslid dat benoemd of bevorderd wordt in een directiegraad.

— Voor elk personeelslid benoemd in een directiegraad, kan de bezoldiging niet lager zijn dan deze die betrekking heeft op de functie waarop zijn diploma recht geeft in de instelling waar het tewerkgesteld is.

— Voor elk personeelslid bevorderd in een directiegraad, kan de in aanmerking genomen anciënniteit geen vermindering van de bezoldiging tot gevolg hebben.

§ 2. Het personeelslid bevorderd in een andere graad, in dezelfde instelling, behoudt de gehele geldelijke anciënniteit die hem erkend werd op grond van de criteria vastgesteld in punt III van dit hoofdstuk.

— In geval van verandering van functie binnen dezelfde instelling, kan de geldelijke anciënniteit eveneens in aanmerking worden genomen overeenkomstig de bepalingen van punt III van dit hoofdstuk.

§ 3. Het personeelslid dat, vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een activiteit uitoefent in een andere instelling dan deze waarin het vroeger aangeworven was, behoudt het genot van de vooraf erkende geldelijke anciënniteit alleen voor zover de functies uitgeoefend in de nieuwe instelling gelijk zijn met deze die vroeger bekleed waren.

IV. Worden niet in aanmerking genomen :

1° de bezoldigingen uitbetaald aan gepensioneerde personeelsleden die een beroepsactiviteit uitoefenen die niet toegelaten is krachtens de wetgeving inzake rustpensioen;

2° het gedeelte van de bezoldigingen en wettelijke werkgeverslasten dat de bedragen overschrijdt die door de overheid worden betaald voor een volledig uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende overuren en van de prestaties verricht in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden die in dienst zijn in de inrichtingen bedoeld in artikel 1, § 1, van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Personeelskosten onder het stelsel van het semi-internaat*

I. § 1. De wettelijke werkgeverslasten en de bijkomende voordelen worden samen en forfaitair vastgesteld op 50 % van de gemiddelde jaarlijkse bezoldigingen zoals bedoeld in artikel 36, § 3.

§ 2. De bijkomende voordelen toepasselijk op het personeel van de semi-internaten en de dagcentra zijn uitsluitend deze die in hoofdstuk I van deze bijlage vermeld zijn.

§ 3. De werkgeverslasten met betrekking tot het personeel van de instellingen die ressorteren onder de gedecentraliseerde overheidsbesturen worden vastgesteld op grond van de werkelijk betaalde lasten in verhouding met de brutobezoldigingen berekend volgens de in bijlage V vermelde weddeschaal.

II. De berekening van de geldelijke anciënniteit van de personeelsleden van de semi-internaten en de dagcentra geschiedt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk I, II en III van deze bijlage.

III. De niet in aanmerking komende personeelsleden zijn in hoofdstuk I, IV bepaald.

Bijlage II

Begeleidingscoëfficiënt voor elke ten laste genomen begunstigde (1)

HOOFDSTUK I

Internaten

Psycholoog
Paramedisch personeel
Bijzonder personeel

Categorieën						
Kinderen		Schoogaande		Niet-schoolgaande		
		+ dan 30 % (2)	- dan 30 % (2)	+ dan 30 % (2)	- dan 30 % (2)	
Mentaal	licht	0,05	0,05	—	—	
	matig	0,07	0,07	0,07	0,07	
	ernstig	bedlegerig	0,0733	0,0733	0,09	0,09
		niet-bedlegerig	0,0733	0,0733	0,09	0,09
	zwaar	bedlegerig	0,0733	0,0733	0,09	0,09
		niet-bedlegerig	0,0733	0,0733	0,09	0,09
Met karakterstoornissen		0,0933	0,0933	0,0933	0,0933	
Blinden — amblyopen	- dan 12 jaar (3)	0,0933	0,0933	0,0933	0,0933	
	12 jaar en + (3)	0,0933	0,0933	0,0933	0,0933	
Doven — halfdoven	- dan 8 jaar (3)	0,1667	0,1667	0,1667	0,1667	
	8 jaar en + (3)	0,1167	0,1167	0,1167	0,1167	
Motorisch	A-groep	- dan 8 jaar (3)	0,12	0,12	0,12	
		8 jaar en + (3)	0,12	0,12	0,12	
	B-groep	0,2367	0,2367	0,2367	0,2367	
Niet-besmettelijk chronisch lichamelijk		0,1267	0,1267	0,1267	0,1267	
Volwassenen						
Niet-werk.		—	—	0,0433	0,0433	
	zwaar	—	—	0,0433	0,0433	
Nursing		—	—	0,15	0,15	
Werkenden		—	—	—	0,0	
Niet-actieve werkenden		—	—	—	0,0	

(1) Eenheid voltijds voor elke ten laste genomen begunstigde.

(2) Percentage personen die aanwezig zijn tijdens de weekeinden en de (school)vakantie.

(3) De leeftijd die bereikt wordt in de loop van het jaar.

Begeleidingscoëfficiënt voor elke ten laste genomen begunstigde (1)

Internaten		Groepschef				
Categorieën		Schoolgaande		Niet-schoolgaande		
Kinderen		+ dan 30 % (2)	– dan 30 % (2)	+ dan 30 % (2)	– dan 30 % (2)	
Mentaal	licht	0,0139	0,0139	–	–	
	matig	0,0333	0,0333	0,0333	0,0333	
	ernstig	bedlegerig	0,0313	0,0313	0,0313	0,0313
		niet-bedlegerig	0,0417	0,0417	0,0417	0,0417
	zwaar	bedlegerig	0,0313	0,0313	0,0313	0,0313
		niet-bedlegerig	0,0417	0,0417	0,0417	0,0417
Met karakterstoornissen		0,0417	0,0417	0,0417	0,0417	
Blinden – amblyopen	– dan 12 jaar (3)	0,0417	0,0417	0,0417	0,0417	
	12 jaar en + (3)	0,0278	0,0278	0,0278	0,0278	
Doven – halfdoven	– dan 8 jaar (3)	0,0417	0,0417	0,0417	0,0417	
	8 jaar en + (3)	0,0333	0,0333	0,0333	0,0333	
Motorisch	A-groep	– dan 8 jaar (3)	0,0313	0,0313	0,0313	
		8 jaar en + (3)	0,0333	0,0333	0,0333	
	B-groep	0,0417	0,0417	0,0417	0,0417	
Niet-besmettelijk chronisch lichamelijk		0,0250	0,0250	0,0250	0,0250	
Volwassenen						
Niet-werkenden		–	–	0,0333	0,0333	
Niet-werkenden – zwaar		–	–	0,0333	0,0333	
Nursing		–	–	0,0333	0,0333	
Werkenden		–	–	–	–	
Niet-actieve werkenden		–	–	–	–	

(1) Eenheid-voltijds voor elke ten laste genomen begunstigde.

(2) Percentage personen die aanwezig zijn tijdens de weekeinden en de (school)vakantie.

(3) Leettijd die bereikt wordt in de loop van het jaar.

Begeleidingscoëfficiënt voor elke ten laste genomen begunstigde (1)

Categorieën		OPVOEDERS II Opvoeder 2 B Opvoeder 3 Kinderverzorgster en ermee gelijkgestelden				
		Schoolgaande		Niet-schoolgaande		
Kinderen		+ dan 30 % (2)	- dan 30 % (2)	+ dan 30 % (2)	- dan 30 % (2)	
Mentaal	licht	0,1694	0,1271	—	—	
	matig	0,2033	0,1525	0,2542	0,2033	
	ernstig	bedlegerig	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
		niet-bedlegerig	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
	zwaar	bedlegerig	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
		niet-bedlegerig	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
Met karakterstoornissen		0,2542	0,1906	0,3177	0,2542	
Blinden — amblyopen	- dan 12 jaar (3)	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542	
	12 jaar en + (3)	0,1694	0,1271	0,2118	0,1694	
Doven — halfdoven	- dan 8 jaar (3)	0,3389	0,2542	0,4236	0,3389	
	8 jaar en + (3)	0,2033	0,1525	0,2542	0,2033	
Motorisch	A-groep	- dan 8 ans (3)	0,2542	0,1906	0,3177	0,2542
		8 jaar en + (3)	0,2033	0,1525	0,2542	0,2033
	B-groep	0,3389	0,2542	0,4236	0,3389	
Niet-besmettelijke chronisch lichamelijk		0,2033	0,1525	0,2542	0,2033	
Volwassenen						
Niet-werkenden		—	—	0,3050	0,2542	
Niet-werkenden — zwaar		—	—	0,3134	0,2626	
Nursing		—	—	0,3346	0,2711	
Werkenden		—	—	—	0,0762	
Niet-actieve werkenden		—	—	—	0,1610	

- (1) Eenheid voltijds voor elke ten laste genomen begunstigde.
 (2) Percentage personen die aanwezig zijn tijdens de weekeinden en de (school)vankantie.
 (3) Leeftijd die bereikt wordt in de loop van het jaar.

Begeleidingscoëfficiënt voor elke ten laste genomen begunstigde (1)

Categorieën		OPVOEDERS I Opvoeder 1. Opvoeder 2 A Hoofdopvoeder					
		Kinderen		Schoogaande		Niet-schoolgaande	
				+ dan 30 % (2)	- dan 30 % (2)	+ dan 30 % (2)	- dan 30 % (2)
Mentaal	licht		0,1639	0,1229	—	—	
	matig		0,1967	0,1475	0,2459	0,1967	
	ernstig	bedlegerig		0,2459	0,1844	0,3073	0,2459
		niet-bedlegerig		0,2459	0,1844	0,3073	0,2459
	zwaar	bedlegerig		0,2459	0,1844	0,3073	0,2459
		niet-bedlegerig		0,2459	0,1844	0,3073	0,2459
Met karakterstoornissen			0,2459	0,1844	0,3073	0,2459	
Blinden — amblyopen		- dan 12 jaar (3)	0,2459	0,1844	0,3073	0,2459	
		12 jaar en + (3)	0,1639	0,1229	0,2049	0,1639	
Doven — halfdoven		- dan 8 jaar (3)	0,3278	0,2459	0,4097	0,3278	
		8 jaar en + (3)	0,1967	0,1475	0,2459	0,1967	
Motorisch	A-groep	- dan 8 jaar (3)	0,2459	0,1844	0,3073	0,2459	
		8 jaar en + (3)	0,1967	0,1475	0,2459	0,1967	
	B-groep		0,3278	0,2459	0,4097	0,3278	
Niet-besmettelijk chronisch lichamelijk			0,1967	0,1475	0,2459	0,1967	
Volwassenen							
Niet-werkenden			—	—	0,2950	0,2459	
Niet-werkenden — zwaar			—	—	0,3032	0,2540	
Nursing			—	—	0,3237	0,2622	
Werkenden			—	—	—	0,0738	
Niet-actieve werkenden			—	—	—	0,1557	

(1) Eenheid voltijds voor elke ten laste genomen begunstigde.

(2) Percentage personen die aanwezig zijn tijdens de weekeinden en de (school)vakantie.

(3) Leeftijd die bereikt wordt in de loop van het jaar.

Begeleidingscoëfficiënt voor elke ten laste genomen begunstigde (1)

HOOFDSTUK II

Semi-internaten

 Psycholoog
 Paramedisch personeel
 Bijzonder personeel

Categorieën					
Kinderen			Schoolgaande	Niet-schoolgaande	
Verstandelijk	licht		0,0433	0,0433	
	matig		0,0633	0,0633	
		ernstig		0,0633	0,0633
	zwaar	- dan 6 jaar (2)		-	0,0633
		6 jaar en + (2)		-	0,0633
Met karakterstoornissen			0,0867	0,0867	
Blinden — Amblyopen		- van 12 jaar (2)	0,0700	0,0700	
		12 jaar en + (2)	0,0700	0,0700	
Doven — halfdoven		- van 8 jaar (2)	0,1233	0,1233	
		8 jaar en + (2)	0,0900	0,0900	
Motorisch :	A-groep	- dan 8 jaar (2)	0,1200	0,1200	
		8 jaar en + (2)	0,1200	0,1200	
	B-groep		0,2267	0,2267	
Volwassenen					
Niet-werkenden			-	0,0533	

- (1) Eénheid voltijds voor elke ten laste genomen begunstigde.
 (2) Leeftijd die bereikt wordt in de loop van het jaar.

Begeleidingscoëfficiënt voor elke ten laste genomen begunstigde

GROEPSCHIEF

Semi-internaten

Groepschef

Categorieën				
Kinderen			Schoolgaande	Niet-schoolgaande
Verstandelijk	licht		0,0052	0,0052
	matig		0,0100	0,0100
	ernstig		0,0100	0,0100
	zwaar	— dan 6 jaar (2)	—	0,0156
		6 jaar en + (2)	—	0,0125
Met karakterstoornissen			0,0125	0,0125
Blinden — Amblyopen		— dan 12 jaar (2)	0,0125	0,0125
		12 jaar en + (2)	0,0083	0,0083
Doven — halfdoven		— dan 8 jaar (2)	0,0139	0,0139
		8 jaar en + (2)	0,0100	0,0100
Motorisch :	A-groep	— dan 8 jaar (2)	0,0104	0,0104
		8 jaar en + (2)	0,0100	0,0100
	B-groep		0,0139	0,0139
Volwassenen				
Niet-werkenden			—	0,0167

(1) Eenheid voltijds voor elke ten laste genomen begunstigde.

(2) Leeftijd die bereikt wordt in de loop van het jaar.

Begeleidingscoëfficiënt voor elke ten laste genomen begunstigde (1)

Semi-internaten

Opvoeders I:

Opvoeder KI 1
Opvoeder KI 2 A
Hoofdopvoeder

Categorieën				Schoolgaande	Niet-schoolgaande	
Kinderen						
Verstandelijk	licht			0,0461	0,0461	
	matig			0,0590	0,0590	
	ernstig			0,0590	0,0590	
	zwaar	— dan 6 jaar (2)			—	0,1383
		6 jaar en + (2)			—	0,1106
Met karakterstoornissen				0,1045	0,1352	
Blinden — Amblyopen		— dan 12 jaar (2)		0,0738	0,0738	
		12 jaar en + (2)		0,0492	0,0492	
Doven — halfdoven		— dan 8 jaar (2)		0,0956	0,0956	
		8 jaar en + (2)		0,0590	0,0590	
Motorisch :	A-groep	— dan 8 jaar (2)		0,1024	0,1024	
		8 jaar en + (2)		0,0836	0,0836	
	B-groep			0,1366	0,1366	
Volwassenen						
Niet-werkenden				—	0,0901	

(1) Eenheid voltijds voor elke ten laste genomen begunstigde.

(2) Leeftijd die bereikt wordt in de loop van het jaar.

Begeleidingscoëfficiënt voor elke ten laste genomen begunstigde (1)

Semi-internaten

Opvoeders II : Opvoeder Kl 2 B
Opvoeder Kl 3
Kinderverzorgster en ermee gelijkgestelden

Categorieën				
Kinderen		Schoolgaande	Niet-schoolgaande	
Verstandelijk	licht	0,0477	0,0477	
	matig	0,0610	0,0610	
	ernstig	0,0610	0,0610	
	zwaar	— dan 6 jaar (2)	—	0,1430
		6 jaar en + (2)	—	0,1144
Met karakterstoornissen		0,1080	0,1398	
Blinden — Amblyopen	— dan 12 jaar (2)	0,0762	0,0762	
	12 jaar en + (2)	0,0508	0,0508	
Doven — halfdoven	— dan 8 jaar (2)	0,0988	0,0988	
	8 jaar en + (2)	0,0610	0,0610	
Motorisch :	A-groep	— dan 8 jaar (2)	0,1059	
	B-groep	8 jaar en + (2)	0,0864	
			0,1412	
Volwassenen				
Niet-werkenden		—	0,0932	

(1) Eenheid voltijds voor elke ten laste genomen begunstigde.

(2) Leeftijd die bereikt wordt in de loop van het jaar.

Bijlage III

HOOFDSTUK I. — Normen voor het personeel in de diensten voor plaatsing in gezinnen die
(Voor dertig begunstigden in aanmerking komen)

De personeelsnormen in de diensten voor plaatsing in gezinnen zijn de volgende :

- 1° Een directeur, houder van een eindexamen van het niveau van het hoger onderwijs, indien de dienst voor plaatsing in gezinnen zelfstandig is. Indien de dienst aan een instelling voor gehandicapte personen verbonden is, neemt de directeur van die instelling de verantwoordelijkheid voor de dienst op;
- 2° Een geneesheer-specialist 1/4 tijds;
- 3° Een psycholoog halftijds;
- 4° Een maatschappelijk assistent voltijds op voorwaarde dat het aantal geplaatste gehandicapte personen niet lager is dan 15;
- 5° Een klerk voltijds op voorwaarde dat het aantal geplaatste gehandicapte personen niet lager is dan 15.

HOOFDSTUK II. — Personeelskosten

I. De wettelijke werkgeverslasten met betrekking tot het personeel van de diensten voor plaatsing in gezinnen worden vastgesteld op grond van de werkelijk betaalde lasten op grond van de brutobezoldigingen berekend volgens de weddeschaal vermeld in bijlage V.

II. De klerk kan aanspraak maken op de bijzondere jaarlijkse toelage bedoeld in bijlage I, hoofdstuk I, I, § 2, 1.

III. Het personeel van de diensten voor plaatsing in gezinnen kan aanspraak maken op een eindejaarstoelage berekend volgens de bepalingen die van kracht zijn voor de Rijksambtenaren.

IV. De berekening van de geldelijke anciënniteit van de personeelsleden van de diensten voor plaatsing in gezinnen geschiedt overeenkomstig de bepalingen van bijlage I, hoofdstuk I, II en III.

Bijlage IV

Kwalificaties vereist van het personeel van de inrichtingen voor gehandicapten

Aard van de betrekking	Vereiste kwalificaties
Opvoeder — klasse III (18 jaar)	<p>De houders van één van de volgende titels :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Eindexamen of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemene of technische vorming). — Brevet, getuigschrift of attest van (met vrucht volbrachte) studien van het hoger secundair beroepsopleiding. — De kinderverzorgsters, gezins- en gezondheidshelpsters en ziekenoppassers die één van de volgende titels bezitten : <ul style="list-style-type: none"> • brevet van kinderverzorgster, • brevet van gezins- en gezondheidshelpster of -medewerkster of bekwaamheidsgetuigschrift voor gezins- en gezondheidsassistente, • getuigschrift van ziekenoppasser of brevet van ziekenhuisassistent(e) of brevet van assistent(e) in ziekenhuisverzorging.
Opvoeder — klasse II B (20 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> — De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemene of technische vorming); — de opvoeders klasse III, de kinderverzorgsters, de ziekenoppassers en de gezins- en gezondheidshelpsters met 10 jaar anciënniteit in één van de voornoemde functies.
Opvoeder — klasse II A (20 jaar)	<p>De houders van één van de volgende titels :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Diploma uitgereikt door een universiteit of door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type als de studiecycli minstens vier jaren omvatten. — Eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs met pedagogische, sociale of paramedische oriëntatie. — Brevet van verpleger/verpleegster. — Brevet van kinderverzorgster voor zover deze zich uitsluitend en werkelijk bezighoudt met kinderen van 0 tot 6 jaar. — De opvoeders die 10 jaar anciënniteit hebben in de klasse II B.
Opvoeder — klasse II (20 jaar)	<p>Uitsluitend de opvoeders van de klasse II die reeds in dienst zijn in een instelling erkend op 1 januari 1976 en die houders zijn van één van de volgende titels :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Diploma of getuigschrift van een school of een hogere secundaire technische cursus met een pedagogische, psychologische of sociale oriëntatie. — Brevet van verpleger/-ster of kinderverzorgster, voor zover deze zich met kinderen van 0 tot 6 jaar bezighoudt. — Diploma, getuigschrift of ermee gelijkgestelde titel van ten minste het niveau van het primair normaalonderwijs of, voor zover de houders ervan zich met kinderen van 3 tot 6 jaar bezighouden. — Diploma van het bewaarschoolnormaalonderwijs.
Opvoeder — klasse I (20 jaar)	<p>De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntatie, ten minste van het korte type met volledig leerplan of voor sociale promotie.</p>

Aard van de betrekking	Vereiste kwalificaties
Hoofdpvoeder (21 jaar)	Zie hierboven opvoeder klasse I.
Opvoeder-groepschef (21 jaar)	— De hoofdpvoeders met ten minste één jaar dienst in deze functie.
Onderdirecteur klasse II (24 jaar)	— Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders van de klasse II A en ten minste drie jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor gehandicapten.
	— Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders van de klasse IIB en ten minste vijf jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor gehandicapten.
	— Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders van de klasse III en ten minste tien jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor gehandicapten.
	— De opstellers met ten minste vijf jaar dienst in een inrichting voor kinderen of tehuis voor gehandicapten.
Onderdirecteur klasse I (24 jaar)	— Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders van de klasse I en ten minste drie jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor gehandicapten.
	— Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders van de klasse II A en ten minste vijf jaar opvoedingsfunctie in een inrichting voor kinderen of tehuis voor gehandicapten.
	— De houders van een universitair diploma.
	— De huismeesters met ten minste vijf jaar dienst in een inrichting voor kinderen of tehuis voor gehandicapten.
	— De onderdirecteurs van de klasse II die ten minste vijf jaar dienst hebben.
	— De kwalificaties vereist voor de onderdirecteur van de klasse II.
Directeur klasse II (24 jaar) Inrichtingen van 6 tot 29 bedden of plaatsen	— De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntatie ten minste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie.
	— De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse I.
Directeur klasse I (24 jaar) Inrichtingen van 6 tot 29 bedden of plaatsen	
Directeur klasse II (24 jaar) Inrichtingen van 30 tot 60 bedden of plaatsen	— De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse II.
Directeur klasse I (24 jaar) Inrichtingen van 30 tot 60 bedden of plaatsen	— De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse I.
Directeur klasse II (24 jaar) Inrichtingen van meer dan 60 bedden of plaatsen	— De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse II.
Directeur klasse I (24 jaar) Inrichtingen van meer dan 60 bedden of plaatsen	— De kwalificaties vereist voor de onderdirecteurs klasse I.
Klerk (18 jaar)	De houders van één van de volgende titels :
	— Eindexamen of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemene of technische vorming).
	— Eindexamen of -getuigschrift van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of na een vijfde jaar volmaking of specialisatie in een afdeling « bureauwerk », door een inrichting die door de Staat opgericht, betaald of erkend wordt.
Klerk-stenotypiste	— De houders van een titel vereist voor de functie van klerk en een getuigschrift of diploma dat het bewijs levert voor de kennis van de stenotypie.
Opsteller (20 jaar)	— De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemene of technische vorming); voor zover de genoten vorming beantwoordt aan de normale vereisten van de functie.
Huismeester (20 jaar)	— De houders van een diploma of getuigschrift dat de toegang verleend tot de functie van opsteller.
Boekhouder 2e klasse (20 jaar)	— De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemene of technische vorming) met handelsoriëntatie.
Boekhouder 1e klasse (23 jaar)	— De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger onderwijs met economische oriëntatie waarvan de kwalificatie in verband staat met de normale vereisten van de functie.
	— De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Rekenplichtigen.
Werkliedenpersoneel categorie I (18 jaar)	— De hulparbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, huisbewaarders, ongeschoolde landarbeiders.
Werkliedenpersoneel categorie II (18 jaar)	— De wasvrouwen, werklieden in laboratoria, strijksters, linnen-vrouwen, portiers, helpers van geschoolde arbeiders voor zover er een geschoolde arbeider in de instelling is.

Aard van de betrekking	Vereiste kwalificaties
Werkliedenpersoneel categorie III (18 jaar)	— De geschoolde arbeiders die geen houder zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat hun kwalificatie vaststelt.
Werkliedenpersoneel categorie IV (18 jaar)	— De geschoolde arbeiders, houder van een einddiploma of -getuigschrift uitgereikt door een school of een onderwijsinrichting, dat een kwalificatie vaststelt zoals schoenmaker, tuinier, mecanicien, loodgieter voor sanitaire installaties, meubelmaker, schrijnwerker, elektricien, kok.
Werkliedenpersoneel categorie V (18 jaar)	— De arbeiders die de kwalificatie vereist van de arbeiders categorie IV bezitten en die de verantwoordelijkheid voor een homogene ploeg van ten minste vijf arbeiders hebben.
Brevethouder/-houdster in de verpleegkunde (21 jaar)	— De houders van het brevet van verpleger(-gster).
Gegradueerde in de verpleegkunde (23 jaar)	— De houders van een diploma van gegradueerde in de verpleegkunde, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende de vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van voedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 11 juli 1960, 27 oktober 1961 en 24 december 1966.
Kopiïst (Braille) 2e klasse (18 jaar)	— De houders van een diploma, getuigschrift of brevet dat toegang verleent tot de functie van klerk.
Kopiïst (Braille) 1e klasse (20 jaar)	— De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang verleent tot de functie van opsteller.
Geneesheer generalist (27 jaar)	— De houders van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde.
Geneesheer specialist (27 jaar)	— De houders van een titel van de kwalificatie vereist voor de uitoefening van de functie van geneesheer generalist alsmede van een titel van specialisatie vereist ingevolge het advies uitgebracht door de Commissie voor de erkenning der Geneesheren-Specialisten.
Licentiaat in de psychologie, de pedagogie, de kinesitherapie en de logopedie (24 jaar)	— De houders van het diploma dat één van deze titels toekent die vereist zijn voor het uitoefenen van deze functies.
Assistent in de psychologie (23 jaar)	— De houders van het diploma dat deze titel toekent.
Ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist (23 jaar)	— De houders van het diploma dat één van deze titels toekent.
Revalidatiearts voor psychomotorische problemen (23 jaar)	— De houders van de titel die deze specialisatie toekent.
Maatschappelijk assistent, helper of adviseur (23 jaar)	— De houders van het diploma dat één van deze titels toekent.
Maatschappelijk gegradueerde verpleger(st)er (23 jaar)	— De houders van het diploma dat deze titel toekent.
Knutselaar voor apparatuur A3 (18 jaar)	— De houders van het kwalificatiediploma of -getuigschrift van het vierde jaar van het technisch secundair kwalificatieonderwijs.
Technicus in elektronica A1 of A2	— De houders van een diploma dat één van deze titels toekent.
Kinderverzorgster, gezins- en gezondheidshelper(st)er of ziekenoppasser	— De houders van een brevet of getuigschrift dat één van deze titel toekent.
Helper in een klinisch laboratorium A3	— De houders van het diploma dat deze titels toekent.

Bijlage V

I. Tabel van de 100 %-weddeschalen (sociale programmatie inbegrepen)

Aard van de betrekking	Weddeschaal	Structuur
A. Opvoedend personeel.		
1. Opvoeder		
Klasse 1 (20 jaar)	190 800-311 640	3 ^e x 3 816
		1 ^e x 3 816
		1 ^e x 5 088
		2 ^e x 10 176
		9 ^e x 8 904
Klasse 2 (20 jaar)	172 992-247 404	3 ^e x 3 816
		1 ^e x 3 816
		7 ^e x 5 088
		2 ^e x 2 226
		2 ^e x 5 088

Aard van de betrekking.	Weddeschaal	Structuur
Klasse 2 B (20 jaar)	165 360-241 680	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 12 ^e x 5 088
Klasse 3 (18 jaar)	146 280-216 876	3 ^e x 3 180 4 ^e x 3 816 9 ^e x 5 088
Na 9 jaar	153 276-223 872	3 ^e x 3 180 4 ^e x 3 816 9 ^e x 5 088
2. Hoofdopvoeder	221 328-342 168	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
Opvoeder-groepschef (21 jaar)	232 140-361 884	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 10 ^e x 8 904
B. Directiepersoneel (24 jaar).		
1. Onderdirecteur		
Klasse 1	242 316-372 060	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 10 ^e x 8 904
Klasse 2	221 328-342 168	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
2. Directeur		
a) Inrichtingen met 6 tot 14 bedden of plaatsen	190 800-311 640	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
b) Inrichtingen met 15 tot 29 bedden of plaatsen		
Klasse 1	221 328-342 168	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
Klasse 2	190 800-311 640	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
c) Inrichtingen van 30 tot 60 bedden of plaatsen		
Klasse 1	242 316-372 060	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 10 ^e x 8 904
Klasse 2	221 328-342 168	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 2 ^e x 10 176 9 ^e x 8 904
d) Inrichtingen met meer dan 60 bedden of plaatsen		
Klasse 1	273 480-436 932	3 ^e x 8 904 10 ^e x 13 874
Klasse 2	242 316-372 060	3 ^e x 3 816 1 ^e x 3 816 1 ^e x 5 088 1 ^e x 10 176 10 ^e x 8 904

Aard van de betrekking.	Weddeschaal	Structuur
C. Administratief en onderhoudspersoneel.		
Klerk (18 jaar)	148 000-210 516	3 ¹ × 2 000 5 ¹ × 3 180 8 ¹ × 5 077
Klerk-stenotypiste (18 jaar)	151 180-213 696	3 ¹ × 2 000 5 ¹ × 3 180 8 ¹ × 5 077
Opsteller (20 jaar)	163 088-279 840	3 ¹ × 3 816 2 ¹ × 3 680 11 ¹ × 8 904
Huismeester (20 jaar)	190 800-311 640	3 ¹ × 3 816 1 ¹ × 3 816 1 ¹ × 5 088 2 ¹ × 10 176 9 ¹ × 8 904
Boekhouder 1e klasse (23 jaar)	190 800-311 640	3 ¹ × 3 816 1 ¹ × 3 816 1 ¹ × 5 088 2 ¹ × 10 176 9 ¹ × 8 904
Boekhouder 2e klasse	165 360-286 200	3 ¹ × 3 816 1 ¹ × 3 816 1 ¹ × 5 088 2 ¹ × 10 176 9 ¹ × 8 904
Kopiïst 1e klasse (20 jaar) Technicus in de elektronika A2 (20 jaar)	163 088-279 840	3 ¹ × 3 816 2 ¹ × 3 680 11 ¹ × 8 904
Knutselaar voor apparatuur (18 jaar) Kopiïst 2e klasse (18 jaar) Helper in een klinisch laboratorium (18 jaar)	151 180-213 696	3 ¹ × 2 000 5 ¹ × 3 180 8 ¹ × 5 077
Werkman 1e categorie (18 jaar)	142 544-165 360	3 ¹ × 1 614 11 ¹ × 1 634
Werkman 2e categorie (18 jaar)	146 062-176 172	3 ¹ × 1 614 2 ¹ × 1 634 10 ¹ × 2 200
Werkman 3e categorie (18 jaar)	155 602-185 712	3 ¹ × 1 614 2 ¹ × 1 634 10 ¹ × 2 200
Werkman 4e categorie (18 jaar)	161 238-193 980	3 ¹ × 1 614 7 ¹ × 2 200 5 ¹ × 2 500
Werkman 5e categorie (18 jaar)	166 962-199 704	3 ¹ × 1 614 7 ¹ × 2 200 5 ¹ × 2 500
D. Bijzondere functies		
Gegradueerde verpleger(ster) orthopediste technicus in de elektronica A1 maatschappelijk assistent(e) kinesitherapeut logopedist ergotherapeut(e) assistent(e) in de psychologie (23 jaar)	201 400-300 340	3 ¹ × 4 452 12 ¹ × 7 632
Na 9 jaar	230 656-335 596	3 ¹ × 4 452 12 ¹ × 7 632
Na 18 jaar	256 944-361 884	3 ¹ × 4 452 12 ¹ × 7 632
Brevethouder(ster) in de verpleegkunde (21 jaar)	184 440-305 280	3 ¹ × 3 816 1 ¹ × 3 816 1 ¹ × 5 088 2 ¹ × 10 176 9 ¹ × 8 904
Na 9 jaar	201 400-313 972	3 ¹ × 4 452 10 ¹ × 7 632

Aard van de betrekking.	Weddeschaal	Structuur
Kinderverzorgster, ziekenoppasser, gezins- en gezondheidszorgster (18 jaar)	152 004-222 600	3' x 3 180 4' x 3 816 9' x 5 088
Na 9 jaar	169 812-240 408	3' x 3 180 8' x 1 908 18' x 2 544
Psycholoog en ermee gelijkgestelden (24 jaar)	273 480-436 932	3' x 8 904 10' x 13 674
Geneesheer-generalist (27 jaar)	343 440-525 972	3' x 8 904 10' x 15 582
Geneesheer-specialist (27 jaar)	464 280-674 160	11' x 19 980

Bijlage VI

Boekhoudkundig plan

- Klasse 1. — Oprichtingswaarden.
- 10 Oprichtings- en uitbreidingskapitalen.
 - 10.00.01 Kapitaal (subsidies).
 - 02 Kapitaal (dotaties).
 - 10.01 Werkingssubsidies.
 - 10.02 Uitrustingssubsidies.
 11. Verplichte reserves.
 12. Facultatieve reserves.
 - 12.00 Winst en verlies van vorige boekjaren.
 - 12.01 Achterstallige bezoldiging (provisie).
 - 12.02 Kasreserve.
 13. Diverse leningen.
 - 13.00 Af te schrijven leningen.
 14. Afschrijving op onroerend goed.
 - 14.41 Onroerende goederen en goederen onroerend door hun bestemming. Respectievelijk 3 t.h. en 5 t.h.
 - 14.42 Materieel voor medische uitrusting 20 t.h.
 - 14.43 Materieel voor niet-medische uitrusting en meubelen 10 t.h.
 - 14.44 Eerste installatie 33,33 t.h.
 - 14.45 Rollend materieel 20 t.h.
 - 14.46 Grote onderhoudswerken 33,33 t.h.
 - 14.47 Cultureel patrimonium 100 t.h.
- Klasse 2. — Beschikbare waarden.
- 20 Kas.
 - 21 Postchekrekening.
 - 22 Banken.
 - 23 Ongebruikt.
 - 24 Effecten en beurswaarden.
 - 25 Geldoverdracht.
- Klasse III. — Opeisbare waarden.
- 30 Cliënten (schuldenaars).
 - 30.01 Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.
 - 30.02 Justitie.
 - .01 Gewone subsidies voor onderhoud en opvoeding.
 - .02 Subsidies voor het dekken van speciale kosten.
 - 30.03 Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.
 - 30.04 Private beleggingen.
 - 30.05 Kinderbijslag.
 - 30.06 Tegemoetkoming van de O.C.M.W.'s.
 - 30.07 « Education nationale ».
 - .01 Werkingskosten.
 - .02 Studiebeurzen.
 - 30.08 Loon van de arbeiders.
 - 10.09 Diversen.
 - .01 Diversen.
 - .02 Mutualiteiten (nominatieve rekening).
 - 31 Leveranciers-schuldeisers.
 - 32 Personeelslasten.
 - 32.01 R.S.Z. Werknemersbijdrage.
 - 32.02 R.S.Z. Werkgeversbijdrage.
 - 32.03 Bedrijfsvoorheffing.
 - 32.04 Extra-legaal pensioen (stortingen door werkgever).

- 32.05 Voordelen in natura.
- 32.06 Arbeidsongevallenverzekeringen (wettelijke verzekeringen).
- 32.07 Sociale abonnementen (tegemoetkoming van de werkgever).
- 32.08 Arbeidsgeneeskunde.
- 38 Honoraria.
 - 38.01 Medisch.
 - 38.02 Paramedisch.
 - 38.03 Verplegend.
- 39 Diversen.
 - Klasse IV. — Vastgelegde waarden.
- 40 Gronden.
- 41 Onroerende goederen en goederen onroerend door hun bestemming.
 - 41.45 Internaat voor kinderen.
 - 41.46 Semi-internaat voor kinderen.
 - 41.47 Schoolinrichting.
 - 41.48 Tehuis voor kort verblijf.
 - 41.49 Tehuis voor volwassenen.
- 42 Materieel voor medische uitrusting.
- 43 Materieel voor niet-medische uitrusting en meubilair.
 - 43.03 Onderhoudsmaterieel.
 - 43.04 Verwarmingstoestellen.
 - 43.05 Bureelbenodigdheden.
 - 43.06 Wasmachines, enz...
 - 43.07 Keukenuitrusting.
 - 43.08 Meubelen.
- 44 Eerste inrichting.
- 45 Rollend materieel.
- 46 Grote onderhoudswerken.
- 47 Cultureel patrimonium.
- 48 Werk in uitvoering.
- 49 Roerende betalingen.
 - Klasse V. — Realiseerbare waarden.
- 50 Algemene bevoorrading.
- 51 Voedingswaren.
- 52 Ongebruikt.
- 53 Ongebruikt.
- 54 Linnen-beddegoed.
- 55 Apotheek.
- 56 Leeggoed.
- 57 Kantine.
- 58 Schoolbenodigdheden.
- 59 Reservematerieel.
 - Klasse VI. — Industriële waarden.
- 60 Medisch personeel.
- 61 Loontrekkend personeel.
- 62 Administratief personeel.

Tabel van codificatie van de kostenplaatsen

- Voorlopige kostenplaatsen en kostprijselementen.
- 00 Afschrijvingen (70).
- 01 Financiële lasten (71).
- 02 Algemene kosten (72).
- 03 Onderhoud (73).
- 04 Verwarming (74).
- 05 Administratieve kosten (75).
- 06 Wasserij, linnen, kleding (76).
- 07 Voeding (77).
- 08 Internaat (78).
- 09 Medische kosten.
- Definitieve kostenplaatsen.
- 20 tot 44 Ongebruikt.
 - 45 Internaat voor kinderen.
 - 46 Semi-internaat.
 - 47 Schoolinrichting.
 - 48 Tehuis voor kort verblijf.
 - 49 Tehuis voor volwassenen.
- 50 tot 69 Ongebruikt.
- 70 tot 97 Hulp- en neven- technische diensten, waarvan :
 - 70 tot 92 Ongebruikt.
 - 93 Tuinbouw.
 - 94 Boerderij.
 - 95 Klooster.
 - 96 School voor verpleegsters of kinderverzorgsters.
 - 97 Eredienst.

- 63 Verzorgend personeel.
 64 Paramedisch personeel.
 65 Ander personeel en opvoedend personeel.
 66 Directe kosten.
 69 Ontvangsten.
 Bv. 69.45 Internaat voor kinderen.
 69.45.01 Onderhoudsprijs.
 69.45.02 Toeslag op de dagprijs.
 69.45.03 Honoraria van geneesheren.
 69.45.04 Honoraria van verzorgend en/of paramedisch personeel.
 69.45.05 Ongebruikt.
 69.45.06 Andere ontvangsten.
 69.45.07 Dure specialiteiten, prothesen, enz...
 69.46 Zelfde verdeling als 69.45.
- Klasse VII. — Te verdelen kosten.
- 70 Afschrijvingen.
 71 Financiële lasten.
 72 Algemene kosten.
 73 Onderhoud.
 74 Verwarming.
 75 Administratieve kosten.
 76 Wasserij, linnen, kleding.
 77 Voeding.
 78 Internaat.
 79 Medische kosten.
- Klasse VIII.
 Facultatief.
 Handelsovergangswaarden.
- Klasse IX. — Resultaten.
- 90 Winst en verlies.

Bijlage VII

Minimumnormen voor het niet-opvoedend personeel bedoeld in artikel 36, § 2

INTERNATEN

Opsteller/Klerk tot 15 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Opsteller/Klerk van 16 tot 40 ten laste genomen gehandicapten	1
Opsteller/Klerk vanaf 41 ten laste genomen gehandicapten	2
Rekenplichtige tot 59 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Rekenplichtige vanaf 60 ten laste genomen gehandicapten	1
Werkman schijf van 10 ten laste genomen gehandicapten	1
Maatschappelijk assistent tot 29 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Maatschappelijk assistent vanaf 30 ten laste genomen gehandicapten	1

SEMI-INTERNATEN

Opsteller/Klerk tot 49 ten laste genomen gehandicapten	0,25
Opsteller/Klerk vanaf 50 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Rekenplichtige tot 59 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Rekenplichtige vanaf 60 ten laste genomen gehandicapten	1
Werklieden schijf van 15 ten laste genomen niet-schoolgaande begunstigten	1
Werklieden schijf van 20 ten laste genomen schoolgaande begunstigten	1
Maatschappelijk assistent tot 29 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Maatschappelijk assistent vanaf 30 ten laste genomen gehandicapten	1

TEHUIZEN VOOR VOLWASSENEN

Opsteller/Klerk tot 15 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Opsteller/Klerk van 16 tot 40 ten laste genomen gehandicapten	1
Opsteller/Klerk vanaf 41 ten laste genomen gehandicapten	2
Rekenplichtige tot 59 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Rekenplichtige vanaf 60 ten laste genomen gehandicapten	1
Werklieden schijf van 10 ten laste genomen gehandicapten	1
Maatschappelijk assistent tot 29 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Maatschappelijk assistent vanaf 30 ten laste genomen gehandicapten	1

DAGCENTRA

Opsteller/Klerk tot 29 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Opsteller/Klerk van 30 tot 50 ten laste genomen gehandicapten	0,75
Opsteller/Klerk vanaf 51 ten laste genomen gehandicapten	1
Rekenplichtige tot 59 ten laste genomen gehandicapten	0,50
Rekenplichtige vanaf 60 ten laste genomen gehandicapten	1
Werklieden schijf van 15 ten laste genomen gehandicapten	1
Maatschappelijk assistent tot 29 ten laste genomen gehandicapten	0,10
Maatschappelijk assistent vanaf 30 ten laste genomen gehandicapten	0,25

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 9 februari 1987.

De Minister-Voorzitter,
Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,
E. POULLET

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Administration du Comité supérieur de contrôle Transferts

Par arrêté royal du 16 janvier 1987, qui produit ses effets le 1er janvier 1987, M. Brauns, R., commissaire principal des travaux à la section des enquêtes en matière de travaux, de fournitures et de services du service d'enquêtes de l'administration du Comité supérieur de contrôle, est transféré dans un emploi vacant du grade équivalent de commissaire principal à la section des enquêtes générales, financières et spéciales du même service de l'administration du Comité supérieur de contrôle (Cadre linguistique néerlandais).

Par arrêté royal du 2 mars 1987, qui produit ses effets le 1er mars 1987, M. Derruitte, R., commissaire principal à la section des enquêtes générales, financières et spéciales du service d'enquêtes de l'administration du Comité supérieur de contrôle, est transféré dans un emploi vacant du grade équivalent de commissaire principal des travaux à la section des enquêtes en matière de travaux, de fournitures et de services du même service de l'administration du Comité supérieur de contrôle (Cadre linguistique français).

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Bestuur van het Hoog comité van toezicht Overplaatsingen

Bij koninklijk besluit van 16 januari 1987, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1987, wordt de heer Brauns, R., eerstaanwendend commissaris van werken bij de afdeling voor enquêtes inzake werken, leveringen en diensten van de dienst enquêtes van het bestuur van het Hoog comité van toezicht, overgeplaatst in een vacante betrekking van de gelijkwaardige graad van eerstaanwendend commissaris bij de afdeling voor algemene, financiële en bijzondere enquêtes van dezelfde dienst van het bestuur van het Hoog comité van toezicht (Nederlands taalkader).

Bij koninklijk besluit van 2 maart 1987, dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 1987, wordt de heer Derruitte, R., eerstaanwendend commissaris bij de afdeling voor algemene, financiële en bijzondere enquêtes van de dienst enquêtes van het bestuur van het Hoog comité van toezicht, overgeplaatst in een vacante betrekking van de gelijkwaardige graad van eerstaanwendend commissaris van werken bij de afdeling voor enquêtes inzake werken, leveringen en diensten van dezelfde dienst van het bestuur van het Hoog comité van toezicht (Frans taalkader).